



Paroles
DE
Chômeurs

Livre Blanc

25 janvier 2022



SOMMAIRE

INTRODUCTION

Le cadre économique et social dans lequel nous avons travaillé	8
La méthode que nous avons employée	9
Les résultats que nous avons obtenus	9

CHAPITRE 1

Des chercheurs d'emploi qui veulent être entendus	11
---	----

CHAPITRE 2

Les chercheurs d'emploi, des personnes actives face à l'épreuve du chômage	17
---	----

CHAPITRE 3

Comment traverser l'épreuve du chômage et construire son avenir?	22
--	----

CHAPITRE 4

Ce que racontent les chercheurs d'emploi en matière d'accompagnement	26
--	----

CHAPITRE 5

... En matière d'accès à l'emploi et à la formation	34
---	----

PROPOSITIONS	44
--------------------	----

ÉPILOGUE	52
----------------	----

ANNEXES	55
---------------	----

I NTRODUCTION

L'épidémie Covid a, pendant de longs mois, arrêté la vie par un confinement brutal. Le redémarrage de l'économie, s'il apparaît très rapide, entraîne de nouvelles inquiétudes. La crainte des difficultés perdure, notamment de la part de certaines entreprises qui voient les mesures de soutien cesser peu à peu. Le chômage demeure très élevé, et la précarisation des emplois s'accroît dans un marché du travail de plus en plus dérégulé. Si le taux de pauvreté monétaire n'augmente pas, les dépenses contraintes augmentent rapidement et les pauvres sont toujours plus pauvres¹, ne sortant guère de cette situation. À cela s'ajoute une réforme de l'assurance chômage dont certaines mesures touchent les plus fragiles.

Toutes ces raisons ont conduit à la présente enquête, menée entre février et juin 2021, qui veut donner la parole aux chercheurs d'emploi, premiers concernés par les conséquences de la crise sanitaire et la réforme de l'assurance chômage, alors qu'il est de coutume que les décisions les concernant se prennent sans qu'ils aient la parole, ou si peu. Les résultats de cette enquête s'adressent à toute la société, mais aussi et prioritairement, dans la période où paraît ce livre blanc, aux candidats aux prochaines élections. Les réponses obtenues n'abordent pas toutes les questions liées à l'emploi et toutes les réponses possibles. Mais ce sont les paroles des chercheurs d'emploi, leurs ressentis face aux difficultés qu'ils rencontrent, et les propositions présentées sont leurs propositions.



¹Cf. INSEE, *Estimation avancée du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités*, n°70, novembre 2021.
Disponible en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762455#titre-bloc-3>

Au départ, quelques associations, petites et grandes et qui deviendront au fil des mois le « Collectif pour la parole de chômeurs » piloté par François Soulage. Aujourd'hui 20 associations proposent ce livre *Paroles de chômeurs*, qui est une lecture des nombreuses remarques que les chercheurs d'emploi ont écrites en complément des trente-cinq questions proposées.

LE CADRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DANS LEQUEL NOUS AVONS TRAVAILLÉ

1. La crise sanitaire et ses conséquences

Le Credoc dans sa publication mensuelle *Consommation et Modes de Vie*² d'octobre 2021 indique que quatre millions de Français sont fragilisés par la crise sanitaire. Ce sont des actifs jeunes, travaillant plutôt dans le privé (74 %), peu diplômés puisqu'un sur deux n'a pas le baccalauréat et, le plus souvent, chargés de famille. Parmi ces nouveaux précaires, 61 % estiment que leur situation financière s'est dégradée à cause de la crise, 35 % de ces nouveaux vulnérables ont reçu de la part de l'État et des associations une aide efficace qui les rend plus confiants dans nos institutions. « À l'opposé, 65 % de nouveaux précaires n'ont pas reçu d'aide, puisqu'il y a manifestement des trous dans la raquette de la protection sociale et cela les rend pessimistes au point de comprendre les actions violentes contre une société dont ils souhaitent le changement radical » (CREDOC, 2021).

Les derniers chiffres du chômage, publiés par l'Unedic, s'ils montrent une reprise de la création d'emplois, et donc une légère baisse du chômage, mettent aussi en avant de grandes disparités non seulement entre les catégories sociales mais aussi entre les territoires. En particulier cette reprise a lieu avec un nombre croissant d'emplois précaires, ou à temps partiel. Les catégories les plus fragiles, celles qui s'expriment dans notre enquête sont les moins concernées par cette reprise. Ceux qui ont été les plus marqués par la crise sanitaire sont aussi ceux qui retrouvent le moins facilement un emploi. Il demeure dans notre pays, comme nous le verrons plus loin, 2,8 millions de personnes qui ne travaillent pas du tout, et près de 6 millions qui sont partiellement chômeurs (catégories A,B et C de l'Unedic. En face de ces chiffres, il y aurait en novembre 2021, 270 000 emplois vacants. Ce chiffre, d'ailleurs n'est pas nouveau, même dans les périodes de chômage faible, il y a toujours eu un nombre important d'emplois non pourvus. La différence entre ces deux chiffres montre toute la difficulté de résorber le chômage de longue durée.

2. La réforme de l'assurance chômage

Cette réforme s'applique désormais dans sa partie la plus difficile à supporter, au grand dam de l'ensemble des syndicats et des associations de chômeurs ou de soutien. Selon le cabinet du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, « le but de la réforme est qu'on ne puisse jamais gagner plus au chômage qu'en travaillant », ce qui rend possible la multiplication des contrats courts (multipliés par 3,5 en quinze ans). Au cœur de la réforme se trouve le Salaire Journalier de Référence (SJR). Pour les « abonnés » à l'alternance de petits boulots et de périodes d'inactivité, les sommes versées chaque mois seront plus faibles tout en étant octroyées plus longtemps, et selon l'Unedic, ce sont plus d'un million d'allocataires qui verront leur allocation baisser en moyenne de 17 %, certes pendant 14 mois au lieu de 11 auparavant. De plus, pour ouvrir des droits aux allocations, il faudra avoir travaillé 6 mois sur les 24 derniers mois (36 pour les chômeurs de plus de 53 ans) au lieu de 4 mois sur les 28 derniers mois. Toujours selon l'Unedic, cela devrait retarder l'ouverture des droits de 475.000 chômeurs, pour la plupart d'anciens CDD ou intérimaires, - dont beaucoup de jeunes. Quant à la pénalisation des entreprises qui utilisent avec excès des contrats courts, le bonus-malus les pénalisant ne sera effectif qu'un an plus tard. Une inégalité de traitement entre les entreprises peu vertueuses et les chercheurs d'emploi ! Au total, quand on ajoute la dégressivité des allocations de 30 % après sept mois pour les chômeurs qui percevaient un salaire mensuel brut supérieur à 4500€, on en arrive à 2,3

²CREDOC, *Consommation et Modes de Vie*, octobre 2021.

Disponible en ligne : <https://www.credoc.fr/publications/quatre-millions-de-francais-fragilises-par-la-crise-sanitaire>

milliards d'économie. Mais pour l'essentiel au détriment des précaires, des « contrats courts », subis pour l'immense majorité des chercheurs d'emploi.

LA MÉTHODE QUE NOUS AVONS EMPLOYÉE

Ce livre *Paroles de chômeurs* repose sur une enquête menée essentiellement entre février et juin 2021, auprès de personnes en situation de chômage ou ayant été récemment dans cette situation.

Un questionnaire de 35 items a été élaboré par le Collectif, et diffusé largement auprès des organisations et des associations en contact avec des chômeurs. Le Collectif a utilisé la plate-forme "Expressions" de SNC³ qui permet aux chercheurs d'emploi interrogés de remplir eux-mêmes le questionnaire et de le renvoyer directement au Collectif.

Par ailleurs, plusieurs membres du Collectif sont allés à la rencontre, individuelle ou collective, de chômeurs. C'est ainsi que la majorité des 270 réponses au questionnaire ont été obtenues.

Il est important de souligner que ce questionnaire a été soumis, pour l'essentiel, en période de pandémie. Ceci explique la difficulté des membres du Collectif à établir des contacts en face-à-face et à avoir davantage de retours d'enquêtes. De ce fait, les $\frac{3}{4}$ des répondants sont de niveau bac + 3, personnes diplômées, le plus souvent accompagnées par des associations, plus habiles à manier les outils informatiques, pouvant répondre ainsi de manière individuelle.

Cela se reflète dans notre panel qui n'est pas caractéristique de la sociologie générale des chercheurs d'emploi. Le niveau moyen de qualification des personnes en recherche d'emploi est bien moindre. Nous assumons cette situation parce que le résultat n'en demeure pas moins original et précieux et qu'il converge avec ceux de nombreux travaux déjà menés par des associations membres du collectif. Ces témoignages recoupent en effet ceux qu'entendent les réseaux de SNC au cours de leurs accompagnements, de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ou d'autres acteurs spécialisés sur l'accompagnement des chercheurs d'emploi.

Parallèlement trois groupes de parole, regroupant chacun une dizaine de participants ont été organisés permettant d'obtenir des expressions complémentaires.

Un traitement statistique des réponses a été effectué pour faire ressortir les thèmes dominants, les problématiques et propositions qui recueillaient le maximum d'adhésion

LES RÉSULTATS QUE NOUS AVONS OBTENUS

Ce sont toutes ces paroles qui construisent les différents chapitres. Elles se concentrent beaucoup sur les faiblesses du système actuel de soutien aux chômeurs, l'indifférence de l'opinion publique, mais aussi les désirs, les capacités de tous ceux que nous avons interrogés.

Leur récit nous parle de leur situation et de la façon dont ils vivent cette période (chapitre 1). Ils insistent sur le fait qu'ils sont des personnes actives et non des « assistés ». Ils nous demandent à tous, citoyens et pouvoirs publics, de changer notre regard sur eux (chapitre 2). Ils voudraient que cette période particulière de leur vie puisse être une véritable transition ou pour les jeunes une passerelle permettant de préparer leur avenir (chapitre 3).

³La plateforme expressions a été lancée par Solidarités nouvelles face au chômage en partenariat avec Pôle emploi à destination des chercheurs d'emploi et des bénévoles impliqués au sein d'associations mobilisées dans la lutte contre le chômage. <https://snceexpressions.fr/>

Finalement, ils insistent pour que l'accompagnement qui leur est proposé change de nature, soit mieux adapté à leurs besoins et prenne en compte la dimension psychologique (chapitre 4). Ils voudraient que les employeurs soient plus attentifs à leurs compétences et non à leurs seuls diplômes. Bref, qu'ils soient plus à l'écoute. Encore faut-il qu'il y ait des emplois disponibles et accessibles (chapitre 5).

Enfin, leurs propositions expliquent et font écho en contrepoint à des propos largement répandus sur la reprise actuelle de l'emploi et les difficultés énoncées de recrutement⁴.

Qui a participé à l'élaboration du Livre *Paroles de chômeurs* ?

Les personnes qui ont assuré la vie du Collectif, à la suite d'une initiative du Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs-Vaincre le Chômage, proviennent des associations suivantes :

ALERTE,

l'Action Catholique Ouvrière : ACO,

ATD-Quart Monde,

Atout Différence,

le Centre de Recherche et d'Action Sociales : CERAS,

le GRED La Défense,

la Jeunesse Ouvrière Chrétienne : JOC,

le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne : MRJC,

le Pacte Civique,

Démocratie et Spiritualité: D&S,

Participation et Fraternité,

le Mouvement National des Chômeurs et Précaires: MNCP

le Secours Catholique - Caritas France : SCCF

les Semaines Sociales de France: SSF,

Le 7ème Lieu,

Solidarités Nouvelles face au Chômage: SNC,

Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée : TZCLD,

l'Union Nationale des Acteurs de Parrainage de Proximité: UNAPP

Visemploi,

et forment le Collectif pour la Parole de chômeurs (Cf Logos en 4^{ème} de couverture).

⁴ Le détail des résultats de l'enquête se trouve en annexe.
https://ccsfrance.files.wordpress.com/2022/01/resultats_donnees_tous_210709.pdf

DES CHERCHEURS D'EMPLOI QUI VEULENT ÊTRE ENTENDUS

Dans un contexte de crise sanitaire et économique, les personnes au chômage sont doublement pénalisées et leurs paroles encore moins audibles. Outre la forte diminution des embauches pendant les premiers confinements, la réforme de l'assurance chômage, après avoir été décidée par décrets, retoquée, puis reportée est entrée en vigueur. Elle fragilise encore plus les plus précaires ! Il faut de plus remarquer que l'État, derrière l'argument « choc » de vouloir inciter les chômeurs à accepter les offres d'emploi qui leur sont faites, semble avoir privilégié, comme dans beaucoup d'autres dossiers comme celui de l'hôpital public, une approche comptable visant en priorité à faire des économies.

À croire que les stéréotypes sur les chômeurs accusés d'être profiteurs et paresseux s'imposent encore alors qu'ils ne correspondent nullement à ce que découvrent depuis quarante ans ceux et celles qui leur sont proches et qui les accompagnent dans un retour vers l'emploi.

Nous témoignons ici de la réticence habituelle des chômeurs à s'exprimer longuement sur eux-mêmes, parce que c'est inhabituel, parce qu'ils se heurtent à l'indifférence, au mépris, à la défiance. Ils sont de ceux dont on parle mais qui ne parlent pas, de ceux pour lesquels on prend des décisions sans qu'ils donnent leur avis sur ce qui les concerne.



On a l'impression que ceux qui décident de l'évolution des politiques publiques méconnaissent totalement quel parcours du combattant c'est de trouver un nouveau job. Idem pour les organismes chargés du retour à l'emploi, lorsqu'ils modifient quelque chose (système informatique, site internet).

On a l'impression qu'ils ne se mettent jamais à la place de l'utilisateur final. Donc important d'associer les personnes en recherche d'emploi aux évolutions.

On se sent souvent démunis dans ces institutions où les conseillers savent mieux que vous ce qui est bon pour vous. Ils cherchent à nous faire rentrer dans des cases. Les logiques de fonctionnement nous déshumanisent et les problèmes financiers nous isolent.

Je pense qu'on ne peut pas faire de politiques publiques sans prendre en compte les paroles des gens, des jeunes



L'urgence de les écouter

Mais c'est d'abord la voix des chômeurs, de celles et ceux qui recherchent un emploi, au moment où la réforme du chômage va aggraver leur situation et où se profile une période de croissance, en théorie plus propice à l'emploi, que nous voulons faire entendre ici.

Il faut les écouter individuellement. C'est en tête-à-tête qu'ils parlent et racontent leur vie. D'où l'importance de la phase d'accueil des personnes en précarité, et donc au chômage. Il est très difficile de les voir s'exprimer en public. C'est tout l'intérêt des groupes de parole que nous avons pu constituer.

Écoutons les chômeurs, il y a urgence :



On ne peut pas faire du cas par cas. Mais un peu d'humanité, ne plus juger le chômeur, car perdre son emploi n'est jamais sans conséquence, famille, logement, loisirs etc. tout devient plus compliqué.

Je fais déjà le maximum, on a besoin de pouvoir survivre pour aller travailler. On fait des économies sur les gens qui ont besoin d'aide et de soutien, une fois encore.

En réalité, à part les personnes qui sont dans la même situation que moi et qui peuvent comprendre, sinon pour le reste des personnes, on est considéré comme des salauds de pauvres, des feignants, des grugeurs...

Messieurs, mesdames en responsabilité, bienveillance, bienveillance à l'égard de celles et ceux qui ont des accidents dans leurs parcours professionnels. Une infime partie d'entre eux profite du système d'allocation qui est le nôtre en France. Les autres rament, peinent, cherchent, essayent de se raccrocher à l'emploi, bien conscients que dans notre société, sans emploi, nous ne sommes pas grand-chose.

Les décisions prises insinuent que les personnes en recherche d'emploi ne mériteraient pas leur indemnité et restent chez elles à attendre de percevoir leur allocation. Comme si le chômage était un choix, c'est révoltant.

Vu le contexte actuel, il serait certainement plus judicieux de remettre sur l'ouvrage la réforme adoptée de l'indemnisation du chômage, car cela peut mettre en difficulté des demandeurs d'emplois proches de la précarité. La recherche d'emploi est un poste à plein temps et souvent source de désolation.

Cette réforme va juste augmenter la précarité des personnes déjà fragiles, elle pénalise les emplois courts et souvent mal payés, bref, une répression violente. Elle est terrible pour moi, elle menace directement mes moyens de subsistance.



Comment les écouter ?

Leur donner la parole, pour permettre aux élus et aux candidats aux élections et plus largement à chacune et chacun d'entre nous de confronter nos préjugés à leur expérience vive, tel est l'espoir des associatifs regroupés dans le "Collectif pour la parole de chômeurs", à l'origine de cette enquête. Les chercheurs d'emploi n'acceptent pas la fatalité des 8 % de chômeurs dont nos gouvernants se contentent depuis si longtemps. Ils ont appris d'expérience que "personne n'est inemployable" et qu'il y a des réserves d'emplois et d'emplois dignes que l'on ne veut pas valoriser. Les chômeurs nous disent tout au long de cette enquête qu'ils ont des capacités à travailler que l'on ne veut pas reconnaître, ils ne sont pas "éloignés de l'emploi" comme on l'entend trop souvent dire, en supposant ainsi qu'ils sont inemployables, mais simplement leurs savoir-faire ne sont pas, ou très mal employés.

Ils savent aussi qu'ils n'en ont jamais fini de comprendre la situation de traumatisme que vivent ceux qui ont perdu leur emploi. Quand



La principale idée serait de faire changer l'image des chômeurs. La possibilité de se sentir utile et respectée.

La création d'entreprises à but d'emploi (EBE territoires zéro chômeur) où la démarche consiste à partir des compétences des privés d'emploi pour faire des travaux utiles.



on leur demande qui peut les aider, les réponses sont plurielles mais sur un fond de douleur et d'incompréhension générale, comme le montrera le chapitre 3 de ce livre *Paroles de chômeurs*.

“Qui peut me comprendre? “Personne” répondra l’un, quand l’autre se réjouit du soutien de sa famille et de quelques proches: “Ma famille et mes amis comprennent ma situation”. Encore faut-il que la famille ne soit pas disloquée car quand la famille se disloque, le lien social se disloque aussi. Pour les plus nombreux, la tonalité est différente: “Il n’y a que ceux qui ont connu le chômage de longue durée et en fin de droits qui peuvent comprendre” Pourtant, “Ne laissez pas les chômeurs seuls!”

Mieux les connaître pour mieux les entendre

Qui sont-ils ? La situation des personnes interrogées

On doit noter que :

- 70 % de femmes et 30 % d’hommes ont répondu à ce questionnaire
- leur moyenne d’âge est au-delà de 40 ans
- elles et ils ont travaillé majoritairement dans le secteur tertiaire (éducation, santé)
- 5,6 % ont travaillé dans le BTP et l’habitat social

Cherchent-ils vraiment un emploi ?

- 34 % répondent que cette recherche correspond à un travail à plein temps
- 29 %, un travail à mi-temps
- 9 % l’équivalent d’un travail à quart de temps
- seuls 5,4 % reconnaissent qu’ils n’y croient plus

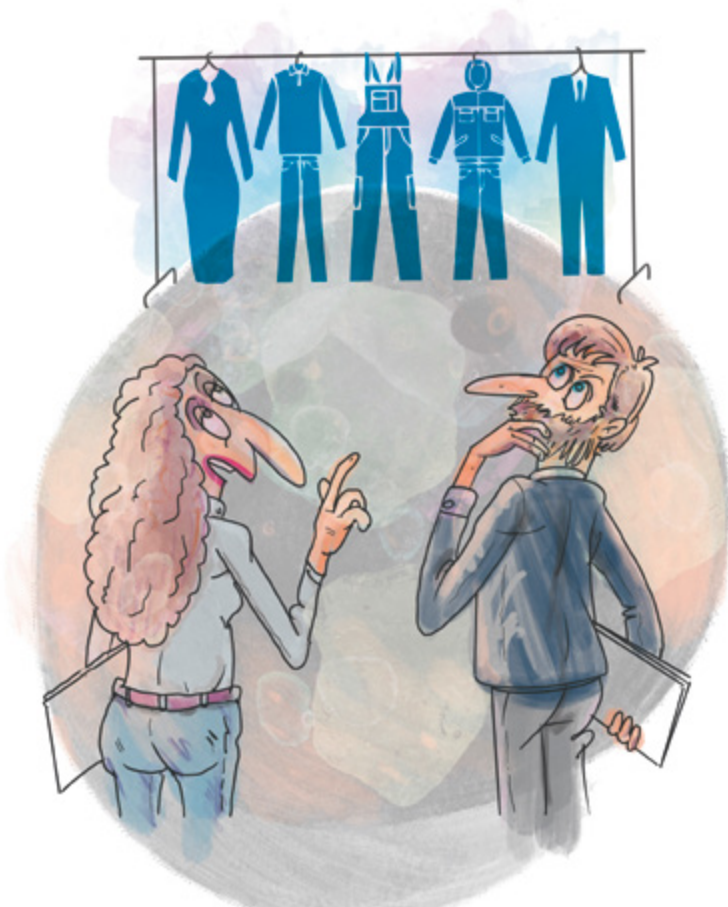
- ils sont 57 % à consacrer du temps à leur famille
- et 42 % sont actifs dans une association ou un groupe d’entraide
- 58 % prennent davantage soin d’eux (recherche spirituelle, activités sportives ou artistiques)
- seuls 12 % reconnaissent qu’ils ne font rien de spécial

Ont-ils travaillé au cours des deux années précédentes ?

- pas du tout, répondent 36 % d’entre eux
- partiellement pour 64 % d’entre eux
- le pourcentage monte à 51,7 % pour ceux qui n’ont pas travaillé du tout au cours de l’année précédente

Avec quels revenus vivent-ils ?

Près de la moitié d’entre eux travaille ne serait-ce que quelques jours ou semaines jusqu’à dépasser parfois l’équivalent d’un mi-temps ; leur activité principale demeure la recherche de travail qui peut prendre à



certaines périodes jusqu'à un temps plein.

Lorsqu'ils se sont mis à leur compte (6,5 %), ils ont fait le choix, en attendant, de devenir autoentrepreneur, ce qui ne garantit pas un salaire régulier et convenable. Au total, 63 % touchent l'allocation-chômage (pourcentage supérieur à la moyenne nationale). 10,5 % reçoivent le RSA (soit 565 € pour une personne seule en septembre 2021) et 1,3 % l'allocation adulte handicapé. Un très faible pourcentage (3 %) exerce des activités non déclarées ; 17,5% ont d'autres sources de revenu et 20,6 % s'appuient sur la famille et les proches.

Sur cette question relative aux revenus, les commentaires écrits par les chercheurs d'emploi sont plutôt sobres, ils ne laissent que quelques précisions et nous fournissent quelques exemples significatifs. On découvre ainsi que ce chômeur au RSA ne mange jamais chaud chez lui, parce qu'il ne peut s'abonner au gaz de ville.

Un autre qui n'avait jamais pensé à changer son contrat de téléphone mobile alors qu'aujourd'hui, pour un prix inférieur, il peut consulter internet et enfin, celui qui découvre que grâce au passe Navigo, il peut aller souvent dans un parc éloigné pour se détendre. Il a commencé à faire les démarches pour une mutuelle complémentaire, qui lui permettra de changer de lunettes pour zéro euro.



Je vis avec mes économies.

Je touche une pension de réversion dont le montant est déduit de celui du RSA .

Mes économies et un devoir de secours versé par mon ex-époux .

Je touche 176 € d'ASS (allocation de solidarité spécifique) qui s'ajoutent au revenu de mon chômage (allocation d'Aide de Retour à l'Emploi).

Les conséquences de "non retrouver un emploi" me font très peur et m'effraient (perte de revenu) ; je n'ai jamais connu cela de toute ma vie, c'est un cauchemar.

Je devrais toucher l'ARE mais Pôle emploi étudie mon dossier depuis 1 mois... le temps de mourir de faim si les amis et la famille n'étaient pas là.

Monsieur Pôle emploi vous file 200€ pour survivre un mois, vous pouvez « sucer les cailloux ».

Le quotidien est dur, très dur. Je m'oblige à me lever tous les matins pour faire des démarches. Je vis avec 450 euros par mois. Je viens de signer une promesse d'embauche. J'espère que ma galère prend fin.

Comme j'ai 24 ans, je n'ai pas le droit au RSA. Il me reste 200€ d'économies. Aujourd'hui, je vis chez mes parents parce que je ne peux rien payer. Heureusement qu'ils sont encore là, autrement je serais à la rue.

Pôle emploi me laisse tranquille parce que je n'ai droit à rien. Je n'ai aucune indemnité, car les neuf mois de service civique n'ouvrent pas de droits.

Afficher moins, boire l'eau des flaques.

[...] J'avais un très bon salaire sur mes derniers emplois mais également trop de responsabilités. Un salaire à mi-temps de 800 à 900 € me conviendrait amplement. J'ai décidé de vivre avec le moins d'argent possible.



[...] J'ai du mal à avoir recours aux aides sociales. J'ai droit aux APL depuis août 2020 et je n'ai pas fait la demande. Je vais devoir m'y résoudre.

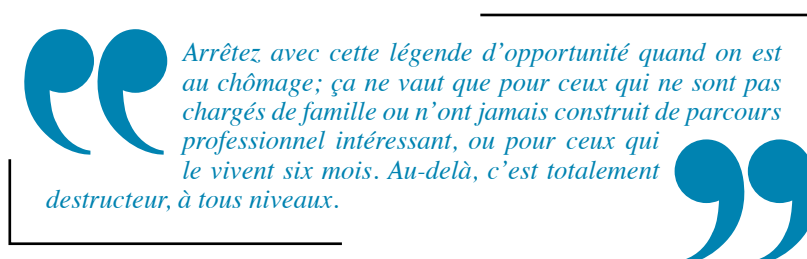
D'autres plus rares se débrouillent, au noir pour quelques unités, ou autrement : *"Je travaille à distance pour un autre pays pendant que je cherche un emploi en France, ou autrement encore"* ; *"Je participe à des tests cosmétiques (totalement légaux)"*. Quelques-uns précisent qu'ils touchent une *"Prime d'activité après avoir suivi une formation de 8 mois"*. Un seul fait référence à un autre dispositif, l'AREF (Aide au Retour à l'Emploi Formation), dont on peut bénéficier durant une formation validée par Pôle emploi.

Comment imaginer la vie de celui ou celle qui laisse ces cinq mots : *"Je ne touche absolument rien"* ou encore *"pas d'Are car démission, pas de caf, pas de prime d'activité, rien ! "Vive la France"*.

Beaucoup, découragés par l'accueil de Pôle emploi, par ailleurs débordé, ou la "lourdeur" des démarches à entreprendre, n'exercent même pas leurs droits. Il en résulte d'ailleurs plusieurs milliards d'économie pour l'État. Mais la fracture numérique, et l'absence de rencontres personnalisées, la lenteur des réponses, la nécessité de répéter plusieurs fois la même chose, à des interlocuteurs différents, sont également mis en cause.

Quelles épreuves traversent-ils ?

Leurs témoignages montrent leur capacité à faire face à ce qui est d'abord un traumatisme *"Atroce"*.



Arrêtez avec cette légende d'opportunité quand on est au chômage; ça ne vaut que pour ceux qui ne sont pas chargés de famille ou n'ont jamais construit de parcours professionnel intéressant, ou pour ceux qui le vivent six mois. Au-delà, c'est totalement destructeur, à tous niveaux.

Puis vient le temps, un long temps de chômage puisque la moitié affirme qu'ils n'ont pas travaillé au cours de l'année précédente et qu'ils ne réagissent pas de la même manière au début et après des mois, voire des années de chômage, selon que l'on est seul ou accompagné, selon les périodes d'optimisme ou de découragement, comme un "yoyo".



C'est un parcours que d'être sans emploi et à la recherche d'un emploi!

D'un tempérament très optimiste, cette période de recherche d'emploi m'anéantit! Même si je me fais "violence" chaque jour pour avancer et continuer, cette motivation commence à s'amenuiser.



Certains, sortant d'un burn-out, avaient besoin d'un long temps pour se "refaire"



Souffler, car burn-out avant le chômage

Le chômage a clairement multiplié les problèmes (dus essentiellement au manque d'argent) mais m'a en même temps permis de prendre du recul et de poser les prémices d'une orientation.

Le chômage m'a permis de réfléchir à pas mal de choses, à m'instruire, à redevenir curieux, car le travail à outrance avilit et abêtit les êtres humains.

Plus de motivation, je cherche un projet de reconversion mais je n'ai pas trouvé, j'ai fait bilan de compétence et coaching Apec sans résultats, très mauvaise vision du monde du travail (management toxique, ambiance de travail) dernière expérience soldée par un licenciement car ils n'ont pas réussi à me virer je suis en procédure aux prud'hommes, je me sens décalée car je suis heureuse même si je ne travaille pas... mais la réalité financière va me rattraper.



Mais c'est le mot confiance qui revient le plus souvent, sans laquelle on ne prend pas le temps d'écouter longuement leur situation, leur histoire, ce qui les habite vraiment et qui les maintient debout.

Belle leçon d'humanité en ces temps de crise où nous sommes tous renvoyés un jour ou l'autre à ce qui nous habite, à "notre intériorité".

LES CHERCHEURS D'EMPLOI, DES PERSONNES ACTIVES FACE À L'ÉPREUVE DU CHÔMAGE

Les résultats issus du baromètre de la perception du chômage réalisé par l'Unedic en 2020, ont permis d'affirmer que le chômage est perçu par 78 % de la population française comme une situation subie et non choisie. Néanmoins, les représentations dans l'opinion publique des personnes au chômage sont toujours polarisées, entre "bienveillance teintée de misérabilisme et un soupçon croissant quant à la volonté des chercheurs d'emploi de retrouver une activité".

Cet écart entre le vécu du chômage et la perception qu'on peut avoir de manière globale dans la société, ressort également de notre enquête. D'un côté, nous avons des personnes qui se considèrent actives (participation à des associations culturelles, alimentaires etc.), qui sont en recherche constante d'emploi, de formation, entre autres possibles solutions pour retourner à l'emploi, et de l'autre, une vision de la société qui les perçoit comme des personnes fragiles, dépendantes de la société⁵.

Des préjugés tenaces

Le regard négatif porté sur les chercheurs d'emploi joue de manière importante sur la motivation des personnes qui se sentent dépossédées de leur condition de citoyennes contributrices de la société.



Le chômage est la perte d'utilité sociale, le sentiment d'être un boulet pour la société et le regard des gens est tellement insupportable

Il faut plus de moyens et une reconnaissance que nous les chômeurs nous ne sommes pas des fainéants, nos situations nous ne les avons pas choisies (handicap etc.)

Il faut cesser de culpabiliser les gens en permanence quand ils sont au chômage en sous-entendant que ce sont des feignants et des incompetents.

Je crois qu'on met suffisamment dans la tête des gens qu'être au chômage est la pire chose qui soit, qu'on peut difficilement être très peu motivée. L'emploi, c'est l'indépendance financière, le lien avec les autres et avoir une fonction dans la société. Nous lui accordons globalement une fonction identificatoire forte. Moi comme l'immense majorité des chercheurs d'emploi sommes déterminés à en sortir.



Ces préjugés créent également de la méfiance envers des semblables qui seraient dans la même situation et par conséquent jouent sur la possibilité de s'organiser, de se rencontrer et de créer un réseau de soutien, d'entraide et d'accès à des possibilités d'emploi autres que celles existantes via les plateformes ou les institutions dédiées.

⁵UNEDIC, *Quel regard les Français portent-ils sur le chômage et les chômeurs?*, septembre 2020. Disponible en ligne : <https://bit.ly/Unedic-enquete-chomage-2020>



Je suis assez perplexe vis-à-vis de ça. Car le chômage a une connotation très négative alors si vous faites partie d'un groupe, ça va être encore plus mal vu. Et je pense qu'il y aurait plus d'intérêt à être mis en relation avec le monde professionnel qu'avec des personnes au chômage.



Toute la difficulté est là : changer le regard sur le chômeur tout en tenant compte de leur première préoccupation : trouver un travail.

Le chômage n'est pas un statut social.

Les chercheurs d'emploi restent des personnes actives et organisées dans leur recherche d'emploi face aux obstacles liés au marché du travail

La demande de reconnaissance des contributions à la société des chômeurs est un des items les plus plébiscités (89 %) parmi toutes les questions.

Les témoignages obtenus font émerger les actions d'engagement des personnes en recherche d'emploi dans la perspective de casser le stéréotype de l'immobilité et l'enfermement des personnes en recherche d'emploi. Parmi les chercheurs d'emploi il y a des élues, des gestionnaires d'associations, des volontaires engagés auprès des associations de type aide alimentaire, caritatives, citoyennes, culturelles, accompagnement des personnes en situation de handicap etc.

Certains donnent des cours particuliers, d'autres suivent des cours d'anglais, d'informatique, de couture, d'autres cherchent surtout à reprendre leur place dans la société. Ils prennent soin d'eux « travailler sur moi pour être quelqu'un de bien ».

Des personnes motivées et prêtes au changement



Je prenais des cours de couture (avec une association), participais à un club tricot et à des ateliers de développement personnel mais tout a été stoppé à cause du Covid.

Je suis présidente d'association, bénévole dans une autre

Gestion d'une compagnie de théâtre, randonnée.

Deux demi-journées par semaine en association à l'aide alimentaire, du sport, les enfants, de la formation diverse.

Je suis bénévole dans une association dans ma commune.

Formation de remise à niveau en anglais et je suis plusieurs autres formations en lien avec ma recherche d'emploi.



Les personnes créent des stratégies et des méthodes afin de continuer dans une démarche active de recherche d'emploi. Ce mouvement leur permet de garder de la motivation et de s'organiser.



C'est un réel projet qui m'anime au quotidien, je programme mes journées comme si j'étais au travail. Mes actions sont construites et organisées.

Ma motivation et mes actions restent assez fortes car je n'ai pas le choix avec les minimas sociaux. Mais je ne peux pas passer 7h/jour à chercher du travail car on devient fou.

Plus que motivée et active : toutes mes candidatures en feront foi à qui voudra vérifier.

Elles (mes actions) sont au maximum ! pas une journée sans que je ne sois sur mon ordinateur dès 8h le matin pour consulter les offres reçues (via mes alertes créées) et celles cherchées sur les sites des entreprises et/ou autres sur internet.

Après une période un peu de découragement en fin d'année, puis après un bilan de compétences, j'ai l'impression d'avoir retrouvé de la motivation dans mes recherches d'emploi et de repartir dans une démarche active et enthousiaste ! (pour l'instant... !)

Motivation forte et actions précises, je précise que je passe à peu près 3/4 d'un temps plein à ma recherche.

Le chômage est une période très difficile à vivre pour une personne dont la volonté et le souhait sont de travailler, de partager son expérience, ses compétences, ses atouts.

Dans la vie active, j'avais une activité militante importante. Cela n'a pas été simple de garder le contact mais je me suis accroché à mes contacts militants. Cela m'a aidé à garder une vie sociale qu'on perd vite au chômage. Je me suis aussi inscrit dans une association d'aide à des personnes en difficultés psychologiques. Cela m'a aidé et aujourd'hui, j'aide d'autres à ne pas sombrer ».



Les personnes interrogées sont prêtes au changement pour obtenir un emploi : elles sont ainsi prêtes à exercer un métier dans un autre secteur (37 %), apprendre un nouveau métier (39 %), changer complètement de métier (50 %) et 38 % souhaitent exercer un métier qui corresponde à leurs talents inexploités et à leurs savoirs acquis hors parcours professionnel.



Forte avec bien sûr des moments de découragement. Prête au changement.

Oui je suis prêt à apprendre de nouvelles choses et à acquérir de nouveaux savoirs.

Je suis prête à changer de métier (je l'ai déjà fait) mais Pôle emploi ne finance pas la formation du métier convoité (sophrologue). Ma conseillère bloque toute démarche en ce sens.

Je suis prête à changer de secteur (vers l'ESS) et à y exercer n'importe quel métier pour lequel on me prendra, mais je n'ai pas les diplômes requis pour la plupart d'entre eux.

Je suis prêt à prendre toute voie qui corresponde à mes compétences réelles.

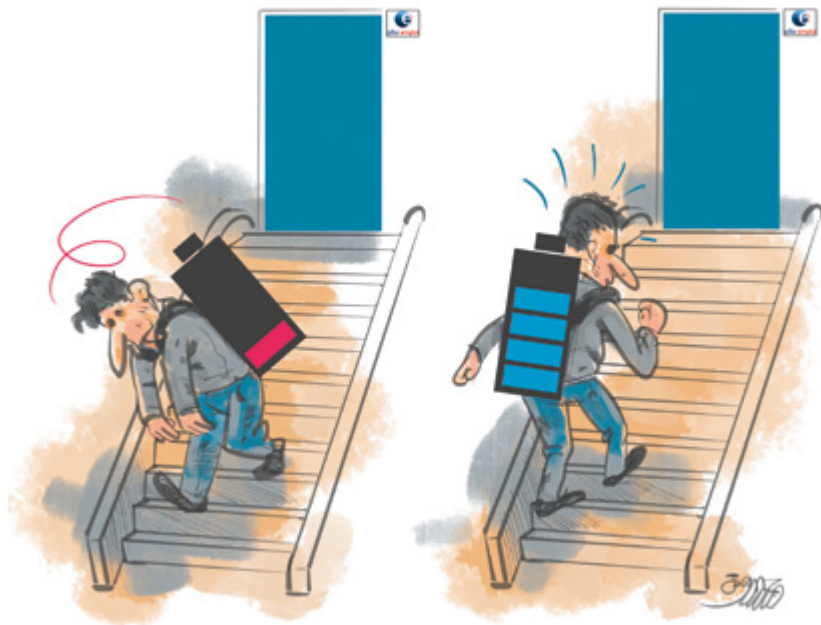
Oui, je suis à la recherche d'un projet qui me corresponde.

Situation particulière : arrêt d'une activité non salariée, sans indemnité possible - travail alimentaire pendant 7 mois, et fin du CDD. Motivation présente mais soumise à rude épreuve pour toutes les démarches à réaliser qui, en plus, en durée de traitement rendent le quotidien critique.



Une trop longue attente ...

Malgré leurs efforts et les changements qu'ils sont prêts à accepter, les demandeurs d'emploi se heurtent aux conséquences des temps trop longs pour retourner à l'emploi et l'écart qui s'accroît entre demandes formulées et réponses reçues.



Leur motivation s'étiole avec le temps. Les personnes sont renvoyées à l'idée qu'elles sont responsables de leur impossibilité à trouver un emploi et de ne pas rentrer dans les cases.

Il est urgent que cette question de rapidité de prise en charge soit enfin traitée.



N'y croyant plus je vais créer ma propre entreprise et commencer une formation en mai 2021.

Je me sens usée et j'ai l'impression de ne plus rien valoir.

Motivation vive à trouver un emploi qui me corresponde ! Au fur et à mesure cette motivation s'estompe car l'emploi de rêve n'est pas sur le marché (ce que je crois), mon intuition sera de créer moi-même cet emploi !

Je dirais que ma motivation est très très basse et que mes actions sont inefficaces.

La motivation au bout de 20 mois sans emploi, commence à diminuer.

Dans un premier temps le chômage m'a donné ce temps de réflexion, de bilan sur ma vie. Maintenant 3 ans après c'est trop long, je multiplie les efforts pour ne pas me laisser aller. Et ça n'est pas simple.

*Motivation chaotique : parfois très motivée, parfois très déprimée.
Actions : beaucoup d'investissement en temps et en qualité.*



Avec les candidatures envoyées qui ne font même pas l'objet du moindre retour, il est difficile de rester positif et motivé. Les sites de recrutement sont nombreux mais les recruteurs ne se donnent souvent pas la peine de se rappeler que derrière une candidature se cache un être humain, souvent en détresse.

Ces silences pèsent également et accentuent le sentiment d'insécurité.



Chaque fois que je me remotive pour rechercher un emploi ou une formation complémentaire, je suis à nouveau déçue, voire rejetée.

Motivation en berne... Quand on passe des journées à répondre à des OE sur lesquelles on est certain d'être qualifié (ce qui veut dire CV adapté et lettre de motivation ciselée) et que 0 réponse des job boards, cabinets RH et ou des entreprises ciblées, on décroche.

Je me sens usée et j'ai l'impression de ne plus rien valoir.



Et une déshumanisation des démarches...

La recherche d'emploi met en évidence une déshumanisation du lien nécessaire entre les chercheurs d'emploi et leurs interlocuteurs (d'où l'impression catastrophique laissée par l'utilisation d'algorithmes de sélection qui supprime l'interlocuteur), ne serait-ce que pour être informé des métiers et des entreprises qui recrutent :



Je ne rentre pas dans les cases et suis fatigué d'être confronté à des « machines ».

J'ai l'impression d'être enfermée dans une case avec l'impossibilité de pouvoir prétendre à autre chose.

Je sollicite d'autres dispositifs d'accompagnement que Pôle emploi.

J'ai l'impression d'avoir affaire tout le temps à des 'machines'. Il faut tout faire par internet, et quand on se rend dans une agence pour discuter de mes motivations on me dit de renseigner ça sur internet. Les gens ont l'air débordés et semblent plus se préoccuper de me mettre dans des cases pour leurs indicateurs que de m'aider. Ils expliquent que c'est clairement ce qui me bloque, on me dit que je suis trop diplômé.

J'ai l'impression d'avoir affaire à un système hors sol : non, un bac+5 en n'importe quoi n'est pas un diplôme d'omniscience !

En France on préfère enfermer les gens dans des cases sans prendre en compte l'ensemble de la personne !

Dans les entretiens de recrutement, on est un peu des produits de consommation. Personne ne s'inquiète de si on sera heureux de faire le travail proposé.

C'est compliqué de toujours s'inscrire tous les mois quand on a des trous de mémoire. Pôle emploi ne m'a servi à rien, sauf trois annonces mais qui ne correspondaient pas à mes qualifications. Je peux compter sur ma famille dans mes périodes de chômage, de fin de droits.



Continuer à construire un discours sur le chômage comme une fatalité voire comme un échec dans la vie d'une personne, c'est insister sur les aspects négatifs qui jouent contre la possibilité des personnes de se réinsérer, d'être perçues autrement, de faire valoir les expériences acquises via leurs engagements associatifs et citoyens.

COMMENT TRAVERSER L'ÉPREUVE DU CHÔMAGE ET CONSTRUIRE SON AVENIR ?

Les chercheurs d'emploi, notamment de longue durée, sont perçus de manière négative par la société. Or, personne ne souhaite perdre son emploi et vivre l'expérience du chômage, laquelle est une épreuve humaine particulièrement pénible à vivre.

Si les conséquences économiques et financières de la privation d'emploi semblent évidentes pour le plus grand nombre, les conséquences en termes de lien social ou encore de santé sont, elles, moins connues⁶.

Cependant, ce que nous constatons grâce aux témoignages des personnes interrogées, c'est que le temps de la recherche d'emploi peut permettre pour certains de prendre une nouvelle orientation dans leur vie. Le chômage n'est pas et ne doit pas être une fatalité.

Un temps de questionnement, de repos, et de rupture

La recherche d'emploi est un temps de questionnement sur sa capacité à répondre aux attentes de la société vis-à-vis de soi-même et aux accompagnements disponibles et pertinents :



Qu'est-ce que je veux faire ? Qu'est-ce que je sais faire ?
Quels emplois sont disponibles ? Que veut l'employeur ?
Quelles formations pertinentes doivent être mises en place ?
Est-ce que je dois travailler plus ?

Aujourd'hui, il est certain qu'une majorité de la population peut se retrouver au chômage à un moment de sa vie : que ce soit des jeunes à la sortie des études, ou des actifs qui changeront de métier durant leur parcours professionnel.

⁶Une étude en cours, menée par plusieurs associations dont SNC et TZCLD montre que quelle que soit la situation de la personne, sa santé se dégrade à mesure que sa situation de chômage s'allonge. Pour plus d'information sur cette enquête se référer aux sites des associations concernées. <https://snc.asso.fr/> ; <https://www.tzclld.fr/>

Comment gérer cette période qu'on peut appeler chômage mais aussi transition, passerelle vers une nouvelle vie, vers un nouveau métier? C'est comme si la société niait le temps nécessaire à appréhender, à gérer ce moment délicat.

La période de chômage peut être un tremplin pour une réflexion. Elle peut être aussi l'occasion d'une reconversion professionnelle, à condition de ne pas céder au découragement, de surmonter les problèmes matériels quotidiens, de ne pas s'isoler et de bénéficier de l'accompagnement nécessaire.



Cette période de chômage m'a permis de souffler et de me retrouver face à la crise sanitaire mondiale. Cela m'a permis un retour aux sources et une réflexion sur mes prochaines aspirations professionnelles.

Passé le choc immense du licenciement injuste, cette période m'a permis d'entamer une reconstruction, de prendre du recul et de réfléchir à une reconversion professionnelle pour exercer un métier avec davantage de sens pour moi. En revanche, d'un point de vue sécurité économique, cette période est très anxiogène.

Je me sers clairement de cette période pour de l'engagement associatif et pour me former davantage. En effet, le chômage m'a permis de prendre du recul et de réfléchir à une réorientation via un bilan de compétences. Je me prépare aujourd'hui à un métier utile à la société, normalement porteur d'emploi... du moins je l'espère. En revanche, il faut justifier cette année de chômage face à de futur-es recruteur-ses... certain-es ne considèrent pas ce travail comme tel, pourtant cela a occupé tout mon temps et ma réflexion, cela m'a demandé des efforts, des exercices, de l'investissement, du temps... je considère que c'est un peu comme un travail.

Multiplie les difficultés matérielles mais a aussi permis de souffler et prendre du recul sur la suite de la carrière.

Le chômage m'a permis de faire un Master (à Sciences Po en plus, par hasard). Cette période m'a permis de sortir la tête du guidon et de me recentrer. Mais dans un pays où le réseautage est le premier facteur de recrutement, le chômage éloigne des réseaux et donc de la reprise rapide d'un emploi.

Cela multiplie les difficultés quotidiennes comme pour les courses ou payer les factures car le salaire réduit de beaucoup. Cela peut aussi permettre de prendre le temps de réfléchir à ce que l'on veut vraiment faire et ce que l'on ne veut plus faire...



C'est aussi une phase de "repos", de rupture du rythme imposé par l'emploi, et souvent une phase d'engagement dans des activités associatives qui permet de garder le contact avec les autres et l'habitude d'être actif. La recherche d'emploi peut faciliter la prise de conscience des imperfections des réponses institutionnelles, des méthodes d'accompagnement, du niveau d'information sur les formations.

Elle peut permettre de prendre conscience de son besoin des autres et de reprendre sa vie en main.





Il m'a permis de prendre un certain recul, ce qui me place dans une plus grande difficulté, m'étant aperçu de l'inadéquation du modèle socio-économique actuel.

Le chômage donne du temps pour être ou faire ce qui est essentiel : faire partie d'un groupe, s'engager pour la société, prendre du temps.

J'ai volontairement choisi cette option parce que cela ne faisait plus sens pour moi. J'aspire à mieux mais le fait d'avoir priorisé ma santé psychique et physique, je l'ai vécu comme un abandon de la société. Comme si mieux valait souffrir et se plaindre qu'agir pour soi, sentiment d'injustice.

La recherche d'un emploi est un véritable travail et le travail en équipe est valorisant.

Je considère que chacun a le droit à un emploi et que c'est à la société dans son ensemble de tout faire pour l'insérer dans un métier qui lui plaît.

J'ai besoin de temps pour me reconstruire quand on n'a connu que le travail acharné, où seule la réussite professionnelle comptait. Quand vous perdez votre travail vous perdez tout. Le lien avec la société, vos amis, vos collègues se tirent et on se sent exclu de la société.

Le chômage a cassé ma carrière et je dois accepter une forte baisse de salaire et des emplois moins valorisants. Par contre, ce temps de réflexion m'a permis de faire un point sur mes valeurs, mes motivations, de travailler sur moi et de m'ouvrir aux autres.



Le découragement n'est pas loin

Les obstacles sont toujours là, et l'absence de perspectives noircit le tableau.



Je ne m'autorise aucune sortie, j'ai honte quand arrive Noël ou un anniversaire, j'ai honte de me faire inviter, en somme j'ai honte car je ne peux pas faire partie de la société.

Je me suis formé, occupé de mes enfants. Mais parce que ma compagne ne m'a jamais jugé. Elle me soutient dans cette épreuve, car au bout d'un certain temps, cela est très compliqué psychologiquement ».

Il a eu plutôt des conséquences négatives car j'ai été souvent au chômage, j'ai toujours retrouvé, mais passé beaucoup de temps dans ma vie à faire des candidatures et/ou à justifier des choix de vie à un moment donné. Aujourd'hui même il m'empêche de prendre une décision personnelle de rupture qui me serait pourtant salutaire car je n'ai pas les moyens de me reloger ».

Après une période de prise de recul nécessaire, le fait de ne pas rebondir multiplie les difficultés.

Lorsque j'ai ma famille au téléphone, j'hésite à leur raconter mes journées, je suis gênée!



Un moment positif pour redémarrer

Si le découragement est souvent présent dans cette période délicate de la vie, il est aussi un moment où les personnes se posent des questions sur leur vie, le sens qu'elles donnent à leur travail, ce qui les conduit à changer quelquefois d'orientation.



J'ai déjà un tempérament où, à la fois, j'aime bien prendre du recul, à la fois je relativise, je me contente de ce que j'ai, même si ce n'est pas toujours facile. Le chômage, et encore plus quand il est de longue durée, entraîne aussi un nombre incalculable de démarches administratives, de jonglage avec les infos à trier et de recherches pour économiser, éviter plein de mauvaises choses. Se réorienter n'est pas facile suivant sa situation, et on a l'impression qu'on veut choisir à notre place...

Je préférerais travailler plutôt que d'être au chômage. Ça m'a permis de réaliser que je ne pourrais plus jamais travailler comme avant, qu'il n'y aurait plus de perspectives de solutions et qu'il fallait que je me contente d'être qui je suis. J'ai décidé de ne plus avoir d'ambition pour moi.

J'ai décidé de vivre en bougeant le moins possible. Trop difficile financièrement et moralement de reprendre ma vie très active d'avant. Je n'y vois pas de sens. L'idée c'est d'arriver à rester en équilibre et de ne pas sombrer dans la spirale de la pauvreté.

Je suis quelqu'un de positif, tenace, enthousiaste, de confiance et plein de ressources. Le temporel nous éloigne du spirituel. Le chômage m'a permis de reprendre confiance en moi et de me retrouver. Je finirai forcément par trouver une société qui gagnera à valoriser mes compétences transversales.



Il ressort de ces verbatims un besoin de changement de perception vis-à-vis du chômage et de ce que cette période signifie pour la société et pour les personnes.

Le changer, c'est d'une part l'affaire de nous tous, la responsabilité des faiseurs d'opinion: politiques, médias, mouvements d'idées... mais c'est aussi l'affaire de l'État pour faire comprendre à Pôle emploi, aux administrations en charge de l'emploi et, bien sûr des employeurs que cette période peut permettre de construire son avenir.



CE QUE RACONTENT LES CHERCHEURS D'EMPLOI EN MATIÈRE D'ACCOMPAGNEMENT...

Il ressort de l'enquête et des verbatims que le système d'accompagnement et les interactions entre l'offre et la demande ne sont pas adaptés aux réalités et aux besoins. Les personnes ne se sentent pas assez aidées par les institutionnels.

Elles recherchent un accompagnement sur mesure et un regard de confiance pour se remobiliser, plus qu'un accompagnement technique.

Les personnes insistent aussi pour le développement de collectifs de chômeurs, de collectifs de pairs et constatent un fort décalage entre les attentes des employeurs et capacités, les expériences et souhaits des chercheurs d'emploi.

Les personnes se sentent plus aidées par leur entourage que par les institutions

Nous constatons un sentiment de manque d'écoute et de respect de la part des accompagnateurs, principalement des conseillers de Pôle emploi qui sont fortement critiqués. Une impression d'être jugés et pas accompagnés, qui conduit à des blocages dans la communication dus à un sentiment de culpabilité, en lien avec l'impression de ne pas faire assez pour trouver des solutions.

Pour trouver l'aide attendue, mis à part les travailleurs sociaux du Département, les CCAS et les associations d'insertion, les personnes misent davantage sur leurs relations et réseaux personnels ou sur le secteur associatif.



*Les plus efficaces ne sont souvent pas ceux qu'on croit.
En effet les personnes ou structures aidantes sont celles qui font un accompagnement de long terme, un accompagnement humain, sans objectif productif ou de résultat.*

Les personnes qui m'accompagnent à SNC sont très efficaces : suivi individuel, relecture de mes lettres de motivation, conseils, préparation aux entretiens, félicitations.

Les associations sont d'une grande aide car service personnalisé et partage + augmentation de son réseau.



Les personnes reconnaissent l'importance d'un soutien familial pour traverser la période difficile, mais pour elles, il est question aussi de pouvoir compter sur des conseillers pertinents.

En effet, les personnes soulignent que ce sont les institutions qui devraient être les plus mobilisées et moins l'entourage personnel. Il ressort des verbatims un fort sentiment de manque de confiance et d'un manque d'efficacité au regard des besoins des chercheurs d'emploi.



Ces acteurs sont une nébuleuse pour moi. Je n'en comprends pas l'utilité.

J'en ai marre d'être jugée et en plus qu'on veuille nous imposer ce qu'on ne souhaite pas et, par contre, qu'on ne nous aide pas pour ce qu'on souhaiterait!

Pôle emploi, totalement inefficace et complètement « à côté de la plaque », Cap Emploi pas mieux, l'APEC et la mission locale ne me concernent pas, les travailleurs sociaux du Département sont très investis (mis à part les assistantes sociales). Seules des associations d'insertion (ou fonctionnant différemment des acteurs institutionnels) sont efficaces.

Le CCAS rien à redire, à l'écoute des personnes, empathie, guide, etc. Tout le contraire de Pôle emploi qui radie les personnes déjà dans la précarité, le tout pour faire des économies sur le dos des plus précaires.

Inefficace, et, non prise en compte des difficultés que la personne rencontre.

Il faut pouvoir développer une relation de confiance, personnellement j'ai été déçu par les institutions, je n'ai pas confiance en elles, leur réponse est toujours loin de la réalité.

Pôle emploi a fait des efforts pour être plus efficace mais les conseillers sont débordés.

L'APEC, Pôle emploi, c'est toujours la même chose, les mêmes dispositifs, les mêmes réponses. Tout est aseptisé. L'ensemble de ces dispositifs ne répond qu'à des statistiques, être le meilleur en termes de résultat.

Le suivi n'est pas régulier, près de 5 mois entre chaque entretien. Peu efficace, on se sent laissé à l'abandon.

Manque de moyens pour effectuer correctement leurs missions par manque de véritable volonté politique. De l'affichage, de la communication en cette période préélectorale

Ils sont rarement compétents, dynamiques et surtout pas bienveillants, et les sympas n'ont pas les moyens de faire leurs missions de manière humaine.



Les personnes recherchent un accompagnement sur mesure et un regard de confiance pour se remobiliser, plus qu'un accompagnement technique

Il est constaté un manque d'adaptation de l'accompagnement à la réalité de la personne. Il s'agit d'un accompagnement standardisé qui empêche de reconnaître les particularités des parcours de chacun (handicap, âge, genre...).

Il y a une limite dans l'accompagnement qui vient de la manière dont le système est créé et cela est bien souligné par les répondants.

- De manière globale, les chercheurs d'emploi cherchent une aide concrète et bienveillante.
- 82% souhaitent un renforcement de l'accompagnement en mettant la personne au centre du parcours.
 - 70 % des personnes souhaitent un accompagnement pour garder le moral et ne pas "décrocher" (garder confiance en soi, se sentir fort, croire en ses compétences, avoir quelqu'un qui écoute...)
 - ils sont seulement 35 % à être en attente d'un accompagnement technique
 - 60 % souhaitent un accompagnement pour envisager une nouvelle orientation professionnelle



Prendre en compte la situation personnelle du demandeur d'emploi dans l'accompagnement.

Un accompagnement pour retrouver de l'énergie et de la confiance en soi.

De la confiance même et surtout dans les périodes de découragement, les périodes pendant lesquelles il faut tenir. Du respect.

De quelqu'un qui écoute réellement et qui s'intéresse à moi et à mon parcours, qui prend le temps pour étaler les possibilités à ma disposition.

Un vrai accompagnement global que je n'ai trouvé nulle part. C'est un petit bout par-ci, un petit bout par-là, mais rien de concret ni de suffisamment long pour obtenir des résultats. De plus, c'est une multitude d'acteurs, donc des choses identiques et d'autres non abordées. Il faudrait soit une seule personne qui gère tout ça soit un pôle unique qui regroupe tous ces acteurs.

Un accompagnement dans le temps long, un accompagnement qui continue même après avoir trouvé un emploi. Un bilan de compétences, des échanges sur mes savoir-être, savoir-faire, envies...

Je vois mon conseiller Pôle emploi tous les 2 mois. J'avais un conseiller Cap Emploi qui m'écoutait bien et savait mes soucis, mais comme j'ai fait un CDD de six mois, je n'y ai plus droit. Je pense que les conseillers Pôle emploi devraient mieux écouter et tenir compte de nos besoins et de nos qualifications.



Les personnes soulignent aussi tout l'intérêt d'un accompagnement dans le temps long, qui continue même après avoir trouvé un emploi.

Cela est à rebours de ce qui est pratiqué par le service public, contraint à l'obligation d'encadrement de ses interventions dans un temps limité.

La question de la perception négative par les accompagnateurs de chercheurs d'emploi ressort également et les conséquences que cela peut avoir dans la capacité des personnes à aller vers l'avant.



Une aide psychologique pour retrouver confiance avec le sentiment d'être écouté et non de recevoir des réponses stéréotypées.

Pas de jugement (par exemple les radiations Pôle emploi sont un exemple de jugement dévalorisant et accablant, qui ne propose pas d'aide, d'accompagnement, ni de compréhension des personnes).

[..] ne pas remettre en doute la volonté de la personne de sortir de ses difficultés, et de l'aider à les résoudre.



Il en résulte un profil d'accompagnateur "idéal" pour les personnes

Pour les personnes il est important de pouvoir choisir l'accompagnateur, d'en changer et par ailleurs de pouvoir compter sur un référent unique tout au long de leur parcours.



Des professionnels disponibles, bienveillants et prêts à partager leurs expériences, connaissances et réseaux.

Des personnes maîtrisant le secteur d'emploi recherché, formées à l'humain et non aux statistiques.

Quelqu'un de bienveillant qui a eu un parcours similaire au mien et capable de m'orienter vers des personnes de confiance.

Une personne ayant une expérience significative du secteur privé (ancien salarié) serait déjà bien.

Un(e) psy.

Une personne au fait des rouages administratifs et de bons conseils.

Une personne ayant un nombre raisonnable de personnes à suivre pour VRAIMENT assurer un suivi.

Un minimum de temps et d'intérêt pour le demandeur d'emploi et un suivi sérieux dans l'aide à la recherche d'employeurs pour faciliter les stages, les immersions.

Pas bien compliqué : ce sont ceux qui expliquent comment est la réalité et comment on va faire pour avancer, quels sont les pièges. C'est ce que je faisais en tant qu'accompagnateur en chantier d'insertion et hébergement. C'est très rassurant.

À chaque fois que je me suis tournée vers Pôle emploi, je n'avais jamais le même référent, et les personnes ne semblaient pas formées, et n'étaient pas très aptes à aider. Peut-être que les agents de Pôle emploi devraient être spécialisés dans des domaines professionnels et s'occuper des personnes concernées par ces milieux.





Ce pourrait être un professionnel à peu près de mon âge, issu de mon milieu professionnel de base, le secrétariat, car lui seul pourrait comprendre ma problématique vis-à-vis des exigences actuelles du métier (il a fortement évolué depuis les années 80 et ne ressemble plus aujourd'hui à ce qu'il était alors) et quelles compétences je pourrais adapter facilement à un autre emploi avec peu ou pas de formation complémentaire.

Une personne sans préjugés, avec une expérience de vie (donc d'un âge certain), ouverte sur le monde et ouverte d'esprit. Pas un(e) intégriste, ni un(e) adepte technocrate vouant un culte à l'administratif excessif et sans âme. Bref, une personne humaine, humble, empathique, et efficace dans son soutien et son accompagnement.

Il est impossible d'avoir une relation de confiance quand votre conseiller manie le bâton et la carotte.



Les personnes mettent aussi en avant l'importance d'être accompagnées par une personne d'expérience, qui connaît bien le secteur professionnel de la personne accompagnée. L'expérience du chômage est aussi pour elles un plus.

Les personnes sont aussi pour le développement de collectifs de chômeurs, de collectifs de pairs

Plus de 50 % des personnes interrogées font partie d'une association de chercheurs d'emploi ou aimeraient en faire partie. De nombreux verbatims mettent en exergue tout l'intérêt de développer des collectifs de chômeurs. Les personnes mettent en avant que cela permet d'éviter l'isolement et le sentiment d'être exclu de la société, de partager ses projets d'insertion, de s'épauler dans les démarches, de s'appuyer sur l'expérience des autres, de relever des dysfonctionnements et de proposer des améliorations du service public d'accompagnement vers l'emploi et l'insertion et de faire valoir ses droits.

Certaines personnes trouveraient aussi intéressant de développer en collectif des activités utiles pour la société.

La prévention sur les risques de dégradation de la santé doit faire partie de l'accompagnement⁷



Il faut davantage créer le collectif pour comprendre que les difficultés qu'on rencontre sont similaires et donc partager expériences et solutions.

Que les chômeurs se regroupent dans une association pour faire valoir leurs droits,

Oui cette solidarité permet de se sentir moins seul, partage des ressentis, des contacts Pôle emploi

Indispensable au maintien de l'équilibre psychologique, au dynamisme dans la recherche d'emploi, par exemple dans les groupes de parole pour aidants familiaux dans le cadre de la plateforme de répit des aidants de ma ville. Cela nous permet de trouver des solutions ensemble. L'expérience des autres m'aide également à mieux comprendre la maladie de ma mère (alzheimer) et de trouver des solutions.

Les chômeurs devraient se retrouver ou effectuer des petits travaux ou activités nécessaires pour la société afin de reprendre une relation sociale et ainsi reprendre confiance.

La nouvelle indemnisation va me retirer des indemnités, c'est sûr! Les chômeurs sont trop souvent isolés. Ils doivent rejoindre les organisations qui les défendent, les associations, les comités de chômeurs.



Il est possible de constater une usure de manière générale, due à des raisons qui sont étroitement liées à la rupture du contrat, à savoir, un management abusif ou encore un travail physiquement pénible. Les chercheurs d'emploi expriment la difficulté d'accéder à l'emploi quand il y a des questions de santé en jeu.

Ces situations de fragilité évoquées vont se creuser au fur et à mesure que le temps en recherche d'emploi passe, et que les efforts fournis ne se voient pas récompensés par le retour à l'emploi comme il a été évoqué précédemment.



[...] Mon âge et mes soucis de santé m'empêchant de chercher un emploi « physique » J'ai déjà demandé une prise en charge financière pour des formations que j'avais repérées et qui m'auraient permis une spécialisation dans un domaine en lien avec mes compétences déjà acquises, mais je n'avais pas suffisamment d'aide, ou pas du tout...

Je suis parent solo avec un père totalement absent, avec des rendez-vous réguliers pour raisons de santé... Quel boulot choisir avec ces conditions.

La formation acquise il y a trop longtemps et peu d'accès à la formation quand on a un parcours précaire et des difficultés de santé.

J'ai travaillé 20 ans dans des familles à faire du ménage. Mais les ménages, c'est l'usure du corps, la fatigue, c'est très dur. Une fois que le corps est usé, c'est usé...



Ce que nous disent les chercheurs et chercheuses d'emploi, c'est bien que plus le temps du chômage est long, plus les effets du chômage sur leur santé sont importants et ce sans distinction d'âge, de genre, de niveau d'étude ou de situation géographique.

⁷ Ces conclusions sont issues de la parole de chercheurs d'emploi interrogés sur leur santé en même temps que l'enquête paroles de chômeurs. L'étude complète sera communiquée en décembre 2021 par SNC, TZCLD, Force Femmes et La cravate solidaire, associations qui ont porté cette enquête.

Les raisons qui seraient à l'origine de cette dégradation sont l'isolement, le manque d'estime de soi⁸ reflet de la mauvaise image ambiante sur le chômage et les chômeurs de longue durée et la fatigue, qui résultent de l'absence des résultats dans la recherche d'emploi à côté d'autres raisons liées aux difficultés d'accès à la nourriture ou aux soins par manque des ressources suffisantes pour vivre.

En effet, le manque de ressources et la dépendance aux allocations poussent les personnes à un choix qui devra être fait entre les dépenses liées au foyer et celles liées à la santé. Impossible d'avancer des frais médicaux (même si remboursés) car pas de liquidité pour le permettre. Cela conduit aux renoncements à des soins de spécialistes (dentaires), des examens médicaux, voire des femmes qui renoncent à leur suivi gynécologique avec les conséquences que cela peut entraîner de manière globale.

Autant de situations qui questionnent la survie des chercheurs d'emploi et impactent davantage leur santé psychique : dépression, anxiété, angoisse, entre autres maladies qui favorisent l'émergence des habitudes et des comportements à risque pour la santé des personnes.



Très dur psychologiquement toujours à la recherche d'un emploi ou d'une formation je m'en sors pas.

Sans ces périodes de privation chronique d'emploi, je serais en très bonne forme, à savoir que nous subissons aussi la pression sociale de tout une partie de la population qui paradoxalement nous accuse de notre situation alors que cela relève essentiellement de discriminations à l'embauche. L'inquiétude prononcée qui en résulte impacte donc la santé physique et mentale de ceux qui sont exclus du marché et à terme je pense que cela impacte fortement l'espérance de vie en bonne santé.

Le travail est la seule chose qui me permettait de moins stresser. Le travail était une échappatoire pour moi.

Il y a des hauts et des bas mais c'est le moral qui des fois faiblit.

Quelques difficultés psychologiques dans les trois situations (épuiement professionnel, pression de la recherche d'emploi, difficultés sociales liées au confinement)

Je suis endurant, le milieu du travail ne me fait pas de cadeau (rejeté, jugé), les confinements en rajoutent une couche, le médical n'est pas à l'écoute comme il devrait dans l'ensemble (mauvaises interprétations et jugements pour certains), beaucoup d'hypocrisie, de mensonges, d'interprétations, d'irrespect, etc. et même endurant des fois je fatigue et angoisse pour le futur et de ces années à endurer et ce COVID qui n'arrange pas les choses... en ma faveur, j'ai appris à endurer et garde espoir pour le moment...

Angoisse, palpitations, peur de ne pas retrouver un emploi en tant que senior qui a pourtant encore besoin de travailler 12 ans.

Je dors correctement mais mon sommeil est de plus en plus fracturé en deux, de plus en plus dans le canapé où j'essaie de me changer les idées pour oublier les soucis de la journée, de moins en moins dans mon lit. Cela s'explique par le sentiment d'exclusion grandissante du monde du travail qui m'a complètement oublié alors que je suis toujours d'attaque et que du jour au lendemain je peux tout.



⁸ Source d'inspiration :

Le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs (CCSC Caritas France) et Visemploi, proposent une spiritualité de la traversée d'une épreuve en vue d'une nouvelle étape. Pour ce faire, des groupes de parole, des groupes d'entraide ou encore un parrainage ou un accompagnement individuel sont des initiatives possibles pour accompagner les personnes à sortir de l'isolement et récupérer l'estime de soi. Voir en annexe une présentation détaillée de ces propositions. Pour plus d'information : https://ccscfrance.files.wordpress.com/2021/05/dimension_spirituelle_dans_l_accompagnement_des_chomeurs_1.pdf

Si cette problématique de la santé est primordiale et essentielle, elle n'est malheureusement pas la seule. Le chômeur, consacrant toute son énergie à retrouver un emploi sacrifie pendant un temps le logement familial, l'attention aux enfants, l'éducation, évidemment toute « distraction » ou loisir.



... EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'EMPLOI ET À LA FORMATION

Avec l'accès à l'emploi et à la formation, nous sommes au cœur des problèmes que vivent les chercheurs d'emploi. Il n'est donc pas étonnant que les verbatims sur ces sujets soient si nombreux et abordent de nombreux thèmes.

Le manque d'emplois disponibles, le besoin de reconnaissance des compétences et des savoirs, les situations compliquées pour les seniors, les chômeurs de longue durée, les problèmes de mobilité, sans compter les décalages entre les attentes des employeurs, les souhaits des chômeurs et le marché du travail.

Se dessine aussi dans l'enquête, le souhait de ne pas travailler à n'importe quel prix, pour n'importe quel salaire ou pour n'importe quelles conditions de travail. Un métier avec du sens, voilà ce que souhaitent les personnes qui ont répondu à notre enquête.

Aussi, les chômeurs demandent des comptes aux employeurs et en premier lieu le respect de la réponse aux demandes et dossiers déposés. Au-delà, ils soulignent une politique de recrutement aberrante qui fait fi des expériences, des savoir-être et des savoir-faire et un manque d'initiative en la matière de la part des institutions.

Si l'accès à la formation est plébiscité, les réponses à l'enquête soulignent les difficultés en ce domaine de l'accompagnement, des financements voire de l'adéquation entre besoins et offres mais révèlent aussi une véritable interrogation sur la place de la formation comme un levier réel de retour à l'emploi.

Ceci mis en exergue par le fait que les trois quarts de ceux et celles qui ont rempli le questionnaire (en ligne ou sur papier) avouent un niveau d'étude égal ou supérieur à bac + 3.

La perception du manque d'emploi disponible et dans son domaine

- 58 % estiment que la difficulté de retour à l'emploi est liée au manque d'emplois en France
- 60 % pour manque d'offres d'emploi dans leur domaine
- 50 % à cause d'un manque d'offres d'emploi adaptées à leur situation
- et pour 35 % une des difficultés à l'emploi est liée à un manque d'offres accessibles de chez soi (voiture ou transport en commun)

Cette perception du manque d'emplois disponibles pour les chômeurs s'explique actuellement de plusieurs manières.



La société est en mutation et la crise sanitaire bloque la création d'emploi.

300 000 offres d'emplois pour 6 millions de chômeurs, plus le fait que parmi ces offres il y ait des postes pour les très diplômés sous-payés et des sous diplômés très mal payés.

Depuis mars 2020, en raison du contexte sanitaire, tout est devenu beaucoup plus difficile et il devient impossible ou quasi impossible de rebondir.

En raison du nombre important et croissant de demandeurs d'emploi : pour une seule offre dans le domaine du secrétariat et de la comptabilité, des dizaines de candidatures arrivent le 1er jour de sa parution.

La formation et les compétences qui ne correspondent jamais aux attentes des employeurs (ce n'est jamais le bon logiciel).

*Bonne motivation mais il y a très peu d'opportunités dans mon métier.
Je cherche un poste qui correspond à mon profil et à mon projet pro.*

J'ai cherché à plein temps entre septembre et décembre mais le marché est tellement « mou » et les opportunités si peu nombreuses que ma recherche active ne représente plus qu'un mi-temps maintenant.



D'une part, les emplois disponibles sont très souvent situés dans des zones où il y a déjà un fort taux d'emploi, les territoires en dépression, désindustrialisés, ayant à la fois un fort taux de demandeurs d'emploi et peu d'emplois disponibles.

D'autre part, le passage très rapide à une "économie de services" et les changements technologiques ont rendu des savoir-faire obsolètes dans les territoires considérés.

Ceci peut renvoyer aux questions de mobilité, de changements géographiques difficiles à accepter ou à mettre en oeuvre.

Le manque de reconnaissance des compétences

Les connaissances transférables ne sont pas reconnues, seule compte la reconnaissance des diplômes, ce qui peut parfois bloquer les besoins de reconversion professionnelle voire l'impossibilité d'un accompagnement adapté.

Il y a aussi la méfiance des recruteurs face aux parcours atypiques parce que les recruteurs privilégient la technique de recrutement par "clonage".



Le manque d'intérêt des employeurs sur le parcours réel du candidat. Se base trop sur un CV et ne prend même pas la peine de prévoir un entretien.

[...] Donc vos capacités et compétences professionnelles que vous avez peiné à développer tout seul, tout le monde s'en fout. Après il y a un 3e point qui entre dans la sélection des candidats : c'est la sélection par le type d'école (privé ou public). Les formations publiques ont de moins en moins de valeurs, ce qui renforce un sentiment d'élitisme.

Les recruteurs recherchent souvent la personne parfaite qui correspond à l'expérience dans le secteur, sur le même poste sans s'attacher aux compétences transférables.

Parce que les employeurs s'attachent plus aux diplômes qu'aux compétences.





J'ai plusieurs cordes à mon arc! Ayant été bénévole dans différentes associations, ce qui m'a apporté différentes compétences, c'est difficile de toutes les lister.

Entre autres, l'écoute aux autres et la recherche d'aide que je peux leur apporter, y compris grâce à mes capacités de recherche d'informations et de textes de loi.



Les formations publiques apparaissent souvent considérées comme moins importantes que celles obtenues dans les écoles privées en fonction des filières.

Le décalage entre les attentes des employeurs, les souhaits des chercheurs d'emploi et le marché

Les modes d'appariement entre l'offre et la demande d'emploi ne sont pas adaptés aux réalités et aux besoins. Il apparaît nécessaire pour les personnes de regarder au-delà des diplômes et des expériences passées et davantage la motivation, le potentiel de la personne et ses compétences transférables⁹. Les personnes au chômage sont actives, cherchent un emploi, elles sont dynamiques et prêtes à se former.



Les recruteurs recherchent souvent la personne parfaite qui correspond à l'expérience dans le secteur, sur le même poste sans s'attacher aux compétences transférables.

Mon âge et mon désir de reconversion... impossible dans le domaine souhaité. Il faut une expérience dans un domaine que je n'ai pas avant de pouvoir s'inscrire à la formation.

La formation et les compétences qui ne correspondent jamais aux attentes des employeurs (ce n'est jamais le bon logiciel...).



⁹Sources d'inspiration :

Le Pacte Civique a mené un projet « employeurabilité » pour essayer d'encourager les entreprises à « traverser aussi la rue » et rééquilibrer l'effort demandé aux seuls chômeurs. Ses livrables en sont une plaquette détaillée, une pièce de théâtre interactive « Un employé nommé désir » et un outil de changement « IKIGAI » Voir une présentation de cette démarche en annexe de ce livre.

Pour plus d'information : <https://pactecivique.fr/emploi>

La difficulté liée à l'âge

Au-delà de 45 ans, qui est l'âge reconnu par les institutions européennes, les personnes sont considérées comme trop lentes, voire peu performantes à cause de leur âge. Décalage entre les mesures entreprises par le gouvernement pour inciter les entreprises à embaucher des seniors et la réalité d'un marché qui refuse de leur donner une chance.



Être femme senior ex-cadre sup, dans un secteur (qui est peu rémunérateur structurellement) en pleine transformation digitale et qui fait donc une grande place aux jeunes...

Mon âge (57 ans) + mon expérience professionnelle + mes diplômes...dans une région où il y a déjà un gros manque d'emplois. C'est catastrophique!

L'âge, la longue période de chômage, l'éloignement social sont le cocktail parfait pour perdre confiance en soi. Trop peu de contrats de retour à l'emploi et/ou de réinsertion.

À 63 ans je continue de chercher activement un emploi pour continuer à percevoir mes allocations jusqu'à ma retraite. Il y a beaucoup d'offres dans mon domaine « la relation client » je suis cadre mais déjà à 60 ans j'avais des retours négatifs."

J'utilise les moyens modernes de recherche d'emploi (moteurs de recherche sur internet, réseaux sociaux) mais je vois bien que mon âge (57 ans) ne joue pas en ma faveur et ma motivation baisse parfois.

On nous jette quand on est en âge avancé au prétexte de coûter cher, pour ne pas dire trop cher. Les entreprises profitent de notre système social pour se débarrasser sans scrupule parfois de leurs employés parce qu'elles savent que ce système va prendre le relais. Elles ne sont pas pénalisées et personne ne leur demande de rendre des comptes mais au demandeur(euse) d'emploi, oui!



De même, être jeune se révèle être une difficulté pour trouver un emploi : pas assez d'expérience, pas assez de diplômes, pas de réseau, manque de confiance de l'employeur, manque d'accompagnement, manque d'autonomie...

Débuter sa carrière professionnelle n'est pas simple.



À part mon service civique, mes stages, mes expériences de bénévolat et quelques petits jobs, je n'ai pas grand-chose à proposer. Mais je n'ai que 23 ans, je ne peux pas avoir cinq ans d'expérience dans une entreprise internationale!

Depuis 3 ans, je galère à trouver. J'ai eu quelques entretiens dans la restauration et la cuisine, mais je n'ai pas eu de réponse. Sauf une fois, on m'a dit « Retourne à l'école ».

Quand tu dis que tu n'as pas le permis, on te dit « non » direct. Si les employeurs savent que tu prends les transports en commun, c'est non.

Moi, mon CV, il est quasi-vide, je sais ce qu'on me dirait.



Les freins à la mobilité et l'adaptabilité des postes aux personnes en situation de handicap

La question de la mobilité soulève celle des conditions de travail et le lien avec le temps disponible pour soi, sa famille et avant tout celle de la santé des personnes.

- 50% des personnes sont mobiles et ainsi prêtes à se déplacer de 30 mn à 1 heure pour obtenir un emploi. Au-delà, cela n'est pas vraiment envisageable.
- seulement 4,93 % sont prêts à aller travailler jusqu'à 2 heures de leur domicile
- 25 % des personnes interrogées sont prêtes à déménager

Nombre de répondants ont déjà expérimenté des allongements importants de temps de trajets, voire des déménagements et ont vu l'impact sur leur vie personnelle et leur santé.



La principale difficulté en matière de déplacement est que je ne peux absolument pas prendre le métro parce que les stations ne sont pas accessibles aux handicapés.

J'ai travaillé à 1h30 / 2h de mon domicile en 2019 avec des horaires de direction commerciale, je me suis épuisée et j'ai frôlé un 3ème burn-out...

1h30 voire 2h de trajet par jour, avec la fatigue, les frais de route, d'usure de la voiture, je ne veux plus le faire, déjà fait!

Mobile si cela correspond à mon handicap je suis à ma 4ème région et force est de constater que ce ne va pas mieux.

Tout dépend de la proximité de l'emploi proposé par rapport à mon domicile, je peux accepter une baisse jusqu'à 15 % si le job est à 15mn de chez moi.



La responsabilité des employeurs

Si la recherche d'emploi est un travail, c'est un travail à efficacité différée qui a besoin de signes d'encouragement pour être poursuivi. La motivation doit rester entière et inentamée pour le jour de l'entretien d'embauche et la poursuite de la recherche d'emploi.

Le manque de retour sur les actions menées, de réponses aux courriers etc., alimente le découragement et accentue le sentiment d'isolement des personnes, voire d'invisibilité.

La non-réponse et le peu de résultats découragent : plus le temps est long, plus l'espoir décroît et la fatigue s'installe.



J'envoie quotidiennement des CV, j'obtiens des entretiens, mais ne me sentant pas bien, psychologiquement stressée, je ne parviens pas à me faire embaucher car depuis des années je suis en situation de précarité économique, j'aimerais être aidée mais je n'y arrive pas.

J'envoie des candidatures et rien en retour.

Motivation positive, actions non prises en compte.

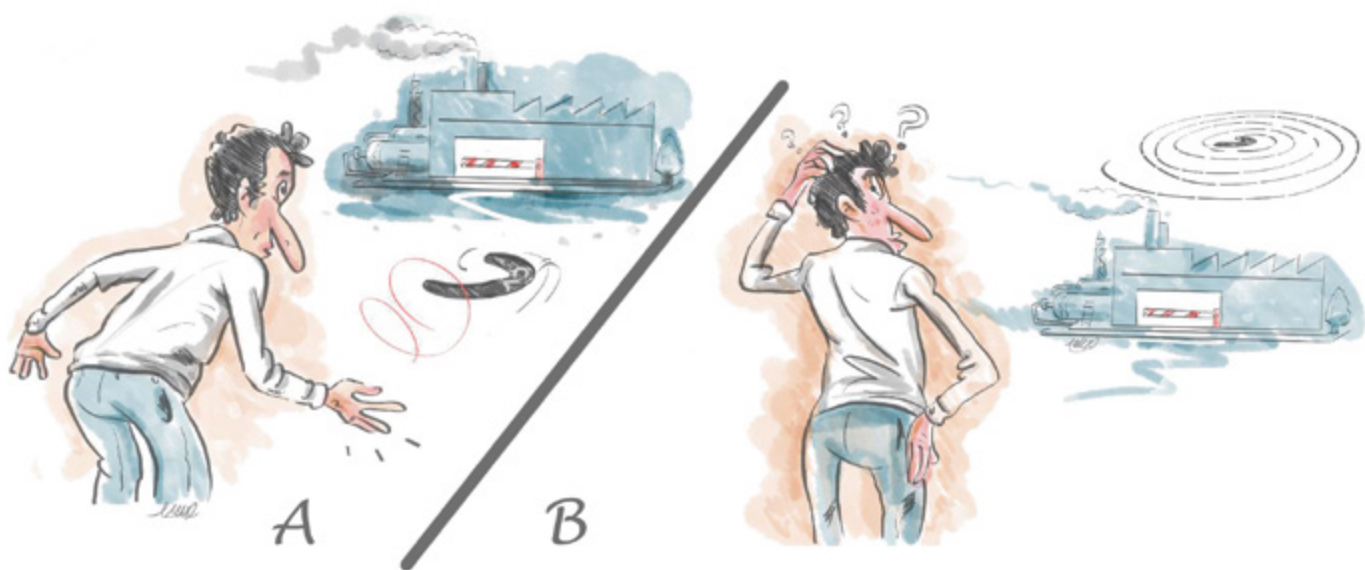
Pas simple, aucun retour sur mes envois.

Je suis inscrite dans beaucoup d'agences intérim, je réponds à environ 2/3 des offres Pôle emploi quand elles correspondent à mon parcours professionnel.

Parfois la motivation est à la baisse, peu de réponses, quelques entretiens sans suite, on demande aux chômeurs d'être sérieux, mais je doute parfois du sérieux des employeurs qui ne justifient rien à personne.

Difficile de maintenir la motivation avec le peu de réponses aux candidatures, refus sans explication utilisable, isolement.

Je vois bien que les réponses à mes candidatures sont faites à la va-vite, sans personnalisation.



Ne pas travailler à n'importe quel prix : le salaire et les conditions de travail

Les réponses obtenues posent la question du niveau des rémunérations en regard des tâches accomplies. La relation entre travail attendu, rémunération et conditions de vie des personnes est essentielle. Il faut aussi revenir sur les questions de transport car plus il y a de transport entre le domicile et le lieu de travail, plus il y aura aussi des frais annexes (voiture, train, etc.).

Finalement, un travail qui aurait du sens doit répondre à de multiples attentes.



J'étais travailleur social spécialisé en hébergement/insertion des SDF. Je gagnais aux alentours de 2.000 euros/mois pour un Bac+2/3. Maintenant que j'ai fait un Master autofinancé (toutes mes économies de travailleur), on me propose un salaire de 1.500-1.800 euros/mois. C'est un non-sens total ! Je veux retravailler mais avec un salaire a minima supérieur de 20 %. Sinon autant rester travailleur social, comme mes ex-collègues, et ne jamais progresser sauf si l'employeur le décide.

La question du salaire me semble liée à la juste valorisation des métiers, tenant compte de leur impact sur la santé des travailleurs et de leur apport à la collectivité.

Je ne suis pas prêt à accepter tout et n'importe quoi en matière d'emploi, il ne faut pas oublier que la convention 122 de l'OIT ainsi que la déclaration des Droits de l'homme de l'ONU, considèrent que l'on doit avoir le libre choix de notre emploi. Il faut que l'emploi soit choisi par la personne et non imposé par un quelconque organisme ; pour ma part j'ai un CV spécifique afin de rejeter toutes ces offres dites offres raisonnables. Je refuse de travailler dans une entreprise qui ne respecterait pas l'environnement.

Il faut que le salaire corresponde à une juste rémunération et permette aux gens de vivre dignement. le SMIC a été fixé de manière abusive par un groupe de pseudo-experts qui n'ont jamais travaillé dans une usine. je voudrais bien voir ces gens-là travailler avec le SMIC qu'ils proposent, après on verrait s'ils proposent le même montant pour le SMIC.

Travailler mais pas à n'importe quel prix ni foutre ma santé en l'air ni ma vie de famille en danger.

J'ai un respect pour moi ... Avant j'étais prête à tout, 2 emplois, travailler 7j/7 mais quand on voit le respect qu'on n'a pas eu pour moi derrière car j'ai démissionné d'un 42h par mois (travail de week-end, de nuit) pour continuer à travailler en usine de jour avec au bout de mon intérim une possibilité de CDI mais refus de mon Pôle emploi je n'avais plus les moyens d'aller au boulot.

1500 euros net pour un temps plein, en dessous ça s'appelle de l'exploitation.

Je gagne le même salaire qu'il y a trente ans, après des périodes très longues de revenus minimaux. Je préférerais disparaître plutôt que d'accepter un salaire minimum.



Un travail qui aurait du sens

Pour les chercheurs d'emploi il est question du "sens", de la valeur qu'on octroie à ce qu'on fait et de son utilité pour la société et pour l'environnement.

Ceci dans un cadre relationnel bienveillant.

Le risque est de renoncer à tout cela à cause de l'urgence économique "nécessité fait loi".



[J'ai] des limites oui, aussi bien au niveau de ma santé, des conditions de travail, que du choix par rapport à mes valeurs. Dans l'empathie avec les autres, la défense de l'environnement également, je ne pourrais pas accepter un emploi qui irait à contre-courant avec ces valeurs.

Après avoir vécu du harcèlement moral et un blocage systématique de toutes demandes dans un de mes précédents emplois, je n'accepte plus n'importe quel travail. Il faut que mon emploi ait du sens (être utile aux autres) et me permette d'évoluer dans un milieu bienveillant.

Pour le moment je ne travaillerais ni à Mac Do ni dans des endroits maltraitants...jusqu'au mois d'août, fin de mes allocations.

Je n'accepterais pas n'importe quoi. Garder sa dignité, c'est aussi arriver à vivre Je ne pourrais pas travailler pour un environnement professionnel sans éthique.

Tout, certainement pas! Mais je reste ouvert tant qu'un emploi est compatible avec mes valeurs et qu'il me permette de vivre avec dignité.

Mes limites sont importantes! Le but n'est pas de déprimer, mais bien de faire un métier avec du sens et de la motivation. Bien sûr, au besoin, je peux accepter une offre qui ne me correspond pas pendant un certain temps pour pouvoir manger/payer l'essence!



L'accès à la formation reste difficile

Il résulte des témoignages le besoin d'être accompagné pour accéder à la formation professionnelle.

D'être également entendu par son conseiller pour trouver la formation correspondant aux attentes des chercheurs d'emploi et de la manière dont ils souhaitent orienter leur parcours professionnel et de retour à l'emploi.

Le financement de ces formations demeure un problème.



Les formations pour acquérir de nouvelles compétences restent onéreuses et non prises en charge par Pôle emploi (enveloppe budgétaire trop restreinte selon cet organisme). De plus, il faudrait maintenir l'allocation Pôle emploi pendant le temps de la formation. Être sûre des débouchés et de l'avenir du nouveau métier.”

J'ai changé de métier à plusieurs reprises dans mon secteur. Pour l'instant je n'ai pas encore exercé le nouveau métier pour lequel je me suis formée en 2020 et pour lequel j'ai obtenu mon diplôme. Je précise que je me suis autofinancé la formation sans aucun soutien financier de Pôle emploi. Je me suis d'ailleurs endettée pour cela”.

Financement de ma formation (faire une dérogation par rapport au revenu fiscal de référence) qui me permettrait de valider ma formation afin d'accroître mes chances de trouver un emploi.

À mon âge, c'est maintenant trop tard ; il aurait fallu que je puisse rentrer en 2012 en formation à l'AFPA d'assistante comptable comme je l'ai demandé. J'ai fait une VAE pour un bac pro et Pôle emploi ne m'a pas accordé une formation diplômante de spécialité ensuite. Mon bac pro n'a pas suffi.

Je ne pense pas avoir un métier défini, mais plutôt un secteur, des savoir-faire... Si des formations sont possibles et accessibles, il m'est possible d'apprendre un nouveau métier.





J'ai postulé pour un brevet professionnel Jeunesse et animation, mais il faut habiter depuis 2 ans dans la région pour avoir droit à une aide financière, et je ne pouvais me payer la formation seule.

Bien sûr, mais l'accès à la formation est difficile : il faut d'abord convaincre le conseiller-emploi avant de passer par un circuit lourd pour espérer accéder à une « éventuelle formation ». Tout cela en voyant ses ressources faiblir : c'est difficile de rester motivé.

D'être entendue, formation demandée à plusieurs reprises mais non accordée

Je suis en CSP donc je suis censée être en formation...enfin quand Pôle emploi aura daigné s'occuper de mon dossier



La formation comme un levier pour retourner à l'emploi ?

Les formations sont présentées comme le moyen de sortir du chômage, de se réorienter etc. Dans la réalité on constate que les personnes formées ne trouvent pas forcément un emploi car d'autres aspects jouent, tels l'âge, l'expérience, la mobilité ou tout simplement le manque global d'emplois existants.



J'ai suivi une formation de reconversion à 52 ans, mais le manque d'expérience est un frein à l'embauche et mon âge 54 ans.

Déjà bénéficié d'un CSP et d'une formation.

Pôle emploi: inexistant et inefficace. Je suis jugé comme employable immédiatement. Étant déjà diplômé de l'enseignement supérieur et en cours de formation, je suis laissé à l'abandon. 2 RDV en 15 mois de chômage et aucune aide pour monter mon projet de formation.

La formation acquise il y a trop longtemps et peu d'accès à la formation quand on a un parcours précaire et des difficultés de santé.

Comme j'en avais marre de chercher du boulot, la mission locale m'a proposé une formation de 5 mois. Ce n'était pas dans la restauration, c'était dans l'agriculture. Ce n'est pas du tout mon domaine !»



La formation n'apparaît pas, comme cela est affirmé le plus souvent, comme la solution première. Elle demeure difficile d'accès, coûteuse et surtout elle répond mal aux contraintes indiquées ci-dessus. Aux yeux des personnes interrogées, elle n'apparaît pas comme une priorité, mais comme un des moyens à mettre en œuvre aux côtés de beaucoup d'autres.

En définitive, l'expression des chômeurs telle qu'elle a été recueillie dans ce chapitre, montre la complexité de l'accès à l'emploi et à la formation.

Cependant ce qui apparaît de manière récurrente dans tous les verbatims reçus, au-delà de ceux qui ont été retenus dans ce Livre, est la volonté de trouver un emploi qui respecte une triple approche: il faut qu'il ait du sens, que le salaire permette de vivre, et de faire vivre dignement, et que les compétences acquises tout au long d'une vie puissent être reconnues.

Ce dernier aspect entre en contradiction avec ce qui est aujourd'hui le discours des entreprises qui disent accorder une grande place dans les recrutements aux compétences des personnes.

C'est peut-être une des explications du décalage actuel entre des emplois dits "disponibles" et des chercheurs d'emplois qui ne sont pas prêts à tous les sacrifices¹⁰.

¹⁰ Sources d'inspiration :

En 2021, Solidarités Nouvelles face au Chômage a publié un rapport sur la formation des chercheurs d'emploi, comportant en sous-titre : « sortir du parcours du combattant ». Il fait un certain nombre de recommandations pour réduire les obstacles de ce parcours. L'ensemble de ces propositions est disponible en ligne : https://snc.asso.fr/ressources/_publications/1/bfa7ea0-3673-SNC-RAPPORT-2021.pdf

P ROPOSITIONS

Les personnes ont parlé de leurs parcours, leurs besoins mais aussi leurs attentes et la manière dont ils envisagent les changements dans le monde du travail. Tout ceci est repris dans les propositions ci-dessous.

En cette période électorale, ces propositions s'adressent en particulier aux responsables politiques, aux administrations et aux journalistes. Les chercheurs d'emploi renvoient la question de l'image car ils contribuent à l'entretenir par leurs décisions et leurs discours. À chacun d'entre eux d'en tenir compte chaque fois qu'ils doivent décider ou s'exprimer.

1. CHANGER DE REGARD SUR LE CHÔMAGE ET LES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI

Se donner les moyens par une campagne nationale, qui s'adresse à la société, menée conjointement par les associations et les pouvoirs publics sur la réalité de la situation des chercheurs d'emploi et de leurs démarches, pour que l'opinion publique comprenne que les chômeurs ne profitent pas du système et revaloriser ainsi l'image des chercheurs d'emploi, auprès de la population générale.

Continuer à construire un discours sur le chômage comme une fatalité voire comme un échec dans la vie d'une personne, c'est insister sur les aspects négatifs qui jouent contre la possibilité des personnes de se réinsérer, d'être perçues autrement, de faire valoir les expériences acquises via leurs engagements associatifs et citoyens.

Changer de regard est indispensable, car la première préoccupation des chômeurs est de conserver ou de retrouver l'estime de soi à travers l'obtention d'un emploi. Faire de la lutte contre le chômage une "grande cause nationale", financée par l'État, mais portée par la société civile, pourrait aussi être un des moyens employés.

Mais c'est surtout les paroles des responsables politiques qui doivent changer. Une campagne électorale est un moment propice pour ce changement de discours. Cette question de l'image est clé et vient influencer plusieurs aspects de la vie des chercheurs d'emploi.

Changer l'image médiatique des demandeurs d'emploi

La principale idée serait de faire changer l'image des chômeurs. La possibilité de se sentir utile et respectée.

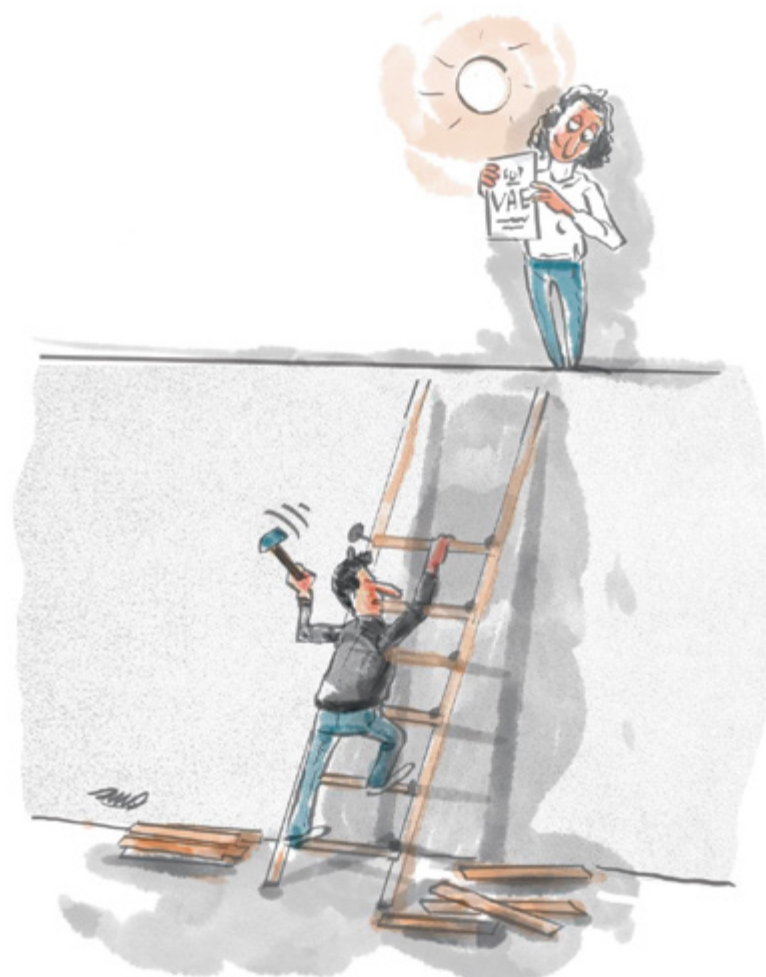
2. PRÉPARER L'AVENIR ET DONNER DE VÉRITABLES PERSPECTIVES AUX CHÔMEURS

Reconnaître au titre d'une VAE (Validation des Acquis de l'Expérience), les compétences mises en œuvre pendant cette période ; ce qui conduirait vers une qualification, ou un cycle de formation, de reconversion.

Faire en sorte que cette période de transition puisse être considérée comme une partie du parcours professionnel, et préserver ainsi les droits sociaux des salariés (santé, famille, retraite, formation). Réformer en ce sens le processus de VAE.

La même réforme pourrait aussi s'appliquer pour l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi, en prenant en compte, là aussi, leurs expériences et compétences.

On le constate à travers certains verbatims, cette période comporte des aspects positifs pour certaines personnes. Mais il faut pour cela que cette période puisse permettre de réels changements. Sans doute faudrait-il un système d'accompagnement qui prépare les personnes dès le départ de leur formation et de leur vie professionnelle à cette période de « transition », de « parenthèse », subie et non décidée.



3. L'ACCOMPAGNEMENT, UN ENJEU HUMAIN ET UN SOUTIEN DANS LE RECOURS AU DROIT

3.1. Augmenter les fonds dédiés à l'accompagnement socioprofessionnel des personnes en recherche d'emploi et en insertion pour remettre les dimensions individuelle et collective au cœur de la relation d'accompagnement et pour mieux prendre en compte l'importance de la phase d'accueil et d'écoute.

Comme le préconise le rapport de synthèse sur la concertation du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE), l'accompagnement renforcé doit être assorti d'un budget permettant un impact réel. Or les fonds dédiés à l'insertion socioprofessionnelle ont baissé de 11,9 % entre 2013 et 2018¹¹.

¹¹ *Secours Catholique, Déconfiner la solidarité : actions sociales des Départements, juin 2021, p.12. Disponible en ligne : https://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/rap-epsd_2021-bd.pdf*

Ces fonds supplémentaires permettront :

- d'octroyer plus de temps dédié à chaque personne pour une meilleure qualité des échanges ainsi qu'un référent unique qui veille à la prise en charge globale et au rythme de la personne. Cela demande une écoute active et bienveillante.
- coupler aux outils numériques de véritables rencontres individuelles ou collectives pour que les personnes puissent réellement bénéficier du droit à l'accompagnement promu par le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi. Ces outils peuvent être puissants mais leur financement ne doit pas être réalisé au détriment de fonds dédiés à un accompagnement individuel et collectif de qualité.
- vérifier systématiquement avec elles si elles perçoivent tout ce qui leur est dû au titre des diverses situations dans lesquelles elles se trouvent. Le non-recours représente des sommes considérables - autour de 5 milliards d'euros - selon l'observatoire des non-recours aux droits et aux services (ODENORE) qui ne sont pas distribuées parce que les personnes directement concernées n'en font pas la demande, souvent par méconnaissance ou parce que les démarches sont trop lourdes et compliquées. À titre d'exemple, le Secours catholique dans son État de la pauvreté 2021 estime entre 27 et 38 % le non-recours au RSA des personnes éligibles¹².
- apporter un soutien psychologique comme le font aussi de manière bénévole de nombreuses associations membres de ce collectif, lorsque cela est nécessaire, d'autant plus quand il s'agit d'un accompagnement qui s'inscrit dans la longue durée.

3.2. Faire évoluer les profils des accompagnateurs¹³

Lors des recrutements, des accompagnateurs externes à l'entreprise doivent pouvoir assurer une intermédiation¹⁴ entre chercheurs d'emploi et employeurs. Ils permettront d'éviter les discriminations et préjugés et aideront les entreprises à adapter leur offre.

Il faut pour cela :

- développer les expérimentations ;
- promouvoir des profils d'accompagnateurs plus spécialisés sur les secteurs d'activités des personnes accompagnées et dotés d'une expérience du monde de l'entreprise. Ces accompagnateurs pourront ainsi mieux préparer les candidats pour le recrutement, mais aussi assurer un accompagnement auprès de l'employeur aussi longtemps que ce dernier l'estime nécessaire pour permettre une bonne intégration de la personne.
- développer aussi la pair-aidance en recrutant des profils d'accompagnateurs ayant une expérience du chômage ou de la précarité pour mieux comprendre les besoins de personnes en recherche d'emploi¹⁵ et enfin, s'inspirer des méthodes de parrainage mises en place par les missions locales¹⁶.

¹²Secours Catholique, État de la pauvreté en France 2021, Faim de dignité, Graphique 105, p.119.

Disponible en ligne : <https://www.secours-catholique.org/actualites/etat-de-la-pauvrete-en-france-2021b>

¹³Nous entendons ici par accompagnateurs les acteurs du service public de l'emploi

¹⁴Source d'inspiration: le Laboratoire des entreprises engagées de SNC considère que l'intermédiation permet une mise en relation visant à maximiser toutes les chances de coopération durable entre les parties (employeur/chercheur d'emploi devenu salarié).

Pour aller plus loin : <https://www.lab2e.org/>

¹⁵Sources d'inspirations :

ATD Quart-Monde mène depuis 2020 et jusqu'en 2023 une expérimentation financée par le PIC 100 % inclusion qui vise à préparer des personnes en précarité aux formations de travailleurs sociaux. L'objectif est de valoriser les savoirs issus de l'expérience de la précarité et de permettre à ces futurs travailleurs sociaux de mieux connaître les réalités des personnes au chômage.

¹⁶Le parrainage au service de jeunes, par les missions locales, paraît particulièrement efficace. C'est essentiel à retenir alors que se prépare la mise en place du "contrat d'engagement jeunes", dans lequel la dimension d'accompagnement devra tenir une place essentielle.

> "Le parrainage m'a beaucoup aidé surtout pour le CV et la Lettre de Motivation. Votre motivation m'a beaucoup aidé et surtout votre expérience".

> "Le parrainage m'a permis un moment de répit dans ce stress de recherche d'emploi. Vous avez été là pour m'écouter et soulever des inquiétudes en moi. Je garde un bon souvenir de ce parrainage et vous en remercie".

> "C'est le meilleur accompagnement que j'ai eu, il m'a réellement permis de réussir mon insertion professionnelle et à réussir à me responsabiliser".

Plus d'information : <http://www.unapp.net/PBCPPlayer.asp?ID=89770>

3.3. Valoriser le rôle d'accompagnement des associations

Reconnaître et soutenir les lieux associatifs notamment, qui proposent un accompagnement non technique fraternel et bienveillant des personnes au chômage.

La parole des personnes illustre tout au long de ce livre tout ce que cela leur apporte d'être accompagnées par une association.

En effet, il est souligné ce qu'elles offrent au-delà de ce que les organisations publiques mettent en place : un lieu de rencontre, permettent des engagements pour conserver l'estime de soi, elles offrent un soutien psychologique et fraternel, de l'aide alimentaire, pour faire face aux difficultés financières, elles permettent de faire du sport, d'apprendre des langues, ou des savoir-faire nouveaux, pour sortir de l'isolement. Elles organisent des ateliers ponctuels d'appui (rédaction de CV, préparation à des entretiens d'embauche...) pour mieux s'outiller dans sa recherche d'emploi.

Ce rôle d'accompagnement assuré par les associations qui vient pallier des manques de l'accompagnement global prévu par les institutions a besoin d'être reconnu. Les associations ont besoin pour cela d'un soutien y compris financier afin de continuer à mieux accueillir dans des locaux décents, de se doter d'un encadrement plus professionnel pour accueillir des bénévoles et des personnes en situation de précarité.

3.4. Soutenir les Collectifs de chômeurs. Développer des espaces de rencontres de chômeurs entre pairs pour sortir de l'isolement, partager les situations, trouver ensemble des solutions et se mettre en action

Les personnes en recherche d'emploi insistent sur le besoin de se retrouver entre pairs pour échanger sur les expériences de chacun et d'avancer ensemble sur leur démarche de recherche d'emploi. Elles expriment le besoin de sortir de l'isolement et des sentiments de culpabilité et de honte que le regard des autres fait peser sur elles. Ces espaces constituent des groupes de codéveloppement.

Il s'agit de rencontres sur la durée avec les mêmes personnes privées d'emploi qui pourraient être plus systématiquement proposées par le SPIE, dans le but de renforcer des dynamiques collectives et le pouvoir d'agir de ces personnes.

4. PORTER ATTENTION AUX QUESTIONS DE SANTÉ

4.1. Renforcer l'écoute sur les questions de santé dans le cadre de l'accompagnement à l'emploi

Pour renforcer l'écoute sur les questions de santé, il faut mettre en place des actions concertées et coordonnées entre les acteurs de la santé et les acteurs territoriaux concernés par l'accompagnement de ce public et renforcer le travail / la coopération avec les associations de solidarité et les associations des chômeurs (Sports, santé).

Favoriser l'accompagnement des chercheurs d'emploi vers l'autonomie dans leur parcours de santé par des personnes formées.

Intégrer les problématiques spécifiques de santé des chercheurs d'emploi dans les formations du corps médical, des travailleurs sociaux et les acteurs du service public de l'emploi.

4.2. Proposer un accès gratuit et régulier à un service d'aide psychologique

La lutte contre la dégradation de la santé psychique ne peut avoir lieu que si la proposition d'accès à un service psychologique est acceptée par le chercheur d'emploi.

5. CRÉER DES EMPLOIS AU PLUS PRÈS DES PERSONNES

5.1. Analyser les besoins et les offres à l'échelle des territoires

Créer ou développer des comités de développement au sein des collectivités qui procéderont à l'analyse territoriale de la situation du marché de l'emploi, et de celle du chômage. Cette analyse prendra en compte les causes multifactorielles du chômage, telles qu'elles apparaissent dans l'ensemble de notre étude.

5.2. Promouvoir les innovations et la création d'emplois locaux

Il convient de renforcer les dynamiques qui contribuent à l'accès à l'emploi décent pour tous (emplois aidés, insertion, TZCLD, nouvelles aides à l'emploi inclusif en entreprise).

Et au-delà, de favoriser de nouvelles expérimentations pour faire émerger des territoires de plein-emploi. Ces expérimentations consistent en la création d'emplois utiles au développement social et durable des territoires.

L'État et les collectivités locales doivent soutenir ces expérimentations pour assurer le droit à l'emploi décent, corollaire du devoir de travailler tel qu'il est inscrit dans le préambule de la Constitution.

6. DIMINUER LES OBSTACLES LIÉS À LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE OU AUX CAPACITÉS DE DÉPLACEMENT

La décentralisation de l'emploi et la concentration des lieux de production créent des problèmes nouveaux d'accessibilité, en particulier pour les personnes les plus précaires ou souffrant de handicap. Cette organisation des espaces ne correspond plus à la réalité des espaces de vie, comme cela a été mis en valeur par le mouvement des gilets jaunes.

6.1. Travailler sur le parcours de mobilité des personnes, au sein d'instances de concertation locales

Le parcours de mobilité des individus est complexe, atypique, répondant à des besoins ou à des contraintes physiques variées, qui évoluent dans le temps. Il doit être pensé en lien avec le parcours de l'emploi et, le cas échéant, à la nature du handicap des personnes.

6.2. Créer un dispositif de financement adapté

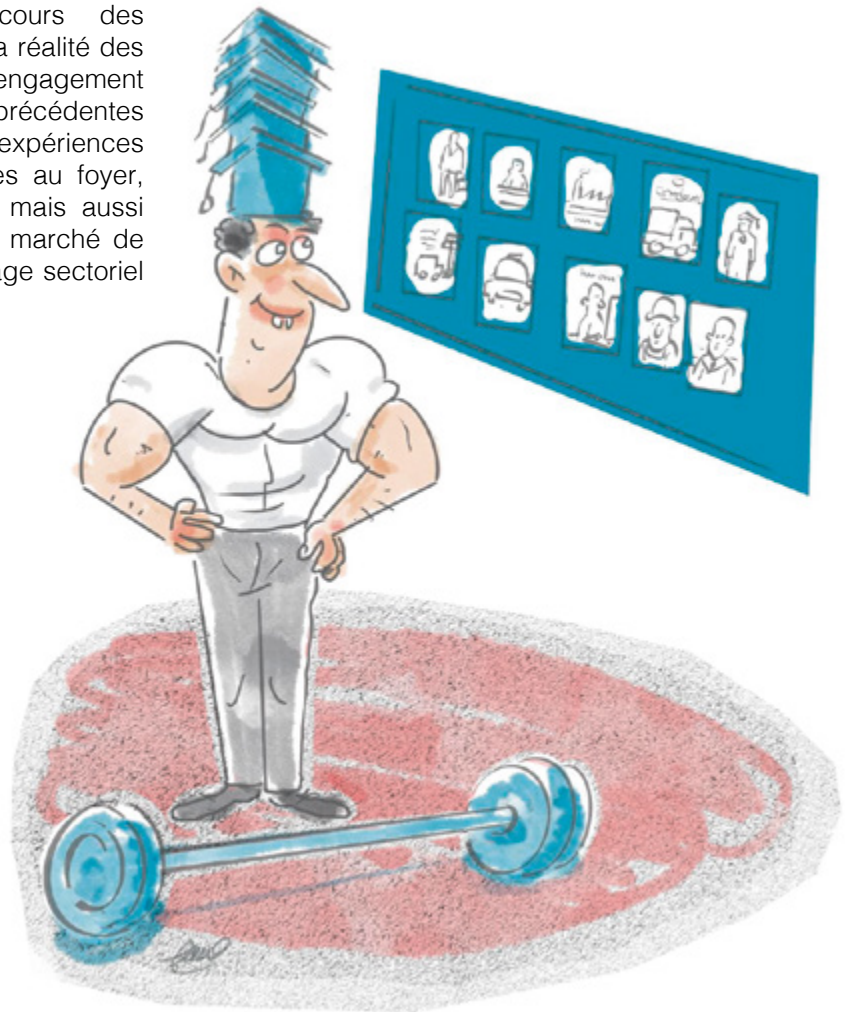
Expérimenter et proposer un dispositif d'envergure nationale afin d'aider les personnes précaires ou handicapées à acheter un véhicule adapté, par exemple moins polluant. Un dispositif de microcrédit mobilité serait une avancée intéressante au regard des changements nécessaires.

6.3. Co-construire des territoires de mobilité solidaire et durable

Appliquer l'article 18 de la loi d'orientation des mobilités qui impose à diverses collectivités et organismes publics de "coordonner leur action en faveur de la mobilité solidaire".

7. FONDER LE RECRUTEMENT SUR LES COMPÉTENCES ET LES PARCOURS DES PERSONNES

Un recrutement en termes de compétences et de valorisation de parcours des personnes serait plus adapté à la réalité des expériences très diversifiées (engagement associatif, expériences précédentes d'emplois, projets personnels, expériences des personnes aidantes, femmes au foyer, etc...) des chercheurs d'emploi mais aussi un changement de cap vers un marché de l'emploi moins centré sur le ciblage sectoriel ou sur les diplômes.



8. ADAPTER L'OFFRE DE FORMATION AUX RÉALITÉS TERRITORIALES TOUT EN TENANT COMPTE DES ASPIRATIONS DES PERSONNES

8.1. Organiser une concertation et un financement territorial

Un vaste plan financé par des fonds publics (État et Régions), pour proposer des formations vers les métiers attractifs et d'avenir dans leur zone géographique, pourrait être discuté et adopté, au sein d'espaces de dialogue et de concertation (GPEC territoriales) rassemblant l'ensemble des acteurs concernés : collectivités, employeurs, chercheurs d'emploi, organisations syndicales) Cela permettrait une mise à jour entre les formations proposées, initiales et continues, et la réalité du marché du travail.

Pour les chercheurs d'emploi, il est aussi question des propositions suivantes :



Concernant la formation, revoir l'ensemble des formations proposées. Cibler sur les nouveaux métiers, l'énergie renouvelable, cultiver autrement, etc. Favoriser les entreprises investissant dans la formation (et pénaliser celles qui n'investissent pas assez) ; faciliter le « prêt » de salariés ; revoir les conditions d'indemnisation pour les + de 50 ans cadres. La formation et l'accompagnement sont primordiaux. Il faut aussi tenir compte des aspirations des gens, de leur savoir-être et de leurs savoir-faire.

Moins de cloisonnement, moins d'administratif, plus de formation sans limite de niveaux ! Une forme de tutorat par des entreprises ou du personnel d'entreprises ou de collectivités territoriales. Des accompagnants mieux formés et avec moins de dossiers en portefeuille.



8.2. Simplifier, améliorer l'accès à la formation professionnelle notamment dans le cadre du déploiement du SPIE

Dans l'affectation des fonds publics, la formation dans le parcours de retour à l'emploi doit intervenir au moment le plus opportun. Elle ne doit plus être imposée comme prérequis ou constituer une priorité systématique.

8.3. Favoriser l'accès à la formation numérique et mettre à disposition des espaces de travail numérique accompagnés et accessibles à tous¹⁷

8.4. Utiliser les périodes d'essai et de mise en situation en milieu professionnel comme un moyen de former les personnes pour que leurs compétences ou savoir-faire puissent correspondre davantage à ce qui est espéré de la part des recruteurs.

9. CRÉER DES ESPACES D'INTERACTION TERRITORIAUX AUTOUR DE L'EMPLOI

Doter ces espaces de moyens spécifiques afin de permettre à l'ensemble des acteurs concernés — associations, entreprises, acteurs de la solidarité et chercheurs d'emploi eux-mêmes —, pour qu'ils travaillent ensemble à différentes échelles territoriales.

Ces espaces doivent permettre d'aborder l'emploi et ce que vivent les chercheurs d'emploi, de manière transversale et locale. Ils doivent favoriser le développement d'expérimentations — à l'instar des initiatives menées par TZCLD¹⁸ —, et de recherches-actions.

Ces espaces contribueront ainsi à une mise en œuvre du droit à l'emploi pour tous.

¹⁷ Source d'inspiration : *Projet « Virage numérique » Travail réalisé par le Pacte Civique*

Après un premier travail en 2016 avec Pôle emploi et différents partenaires (mouvements de chômeurs et une dizaine d'associations concernées) sur le thème : « Pôle emploi et l'action citoyenne face au chômage : comment faire plus et mieux », il a été décidé de poursuivre en mode « projet » sur le thème du « virage numérique de Pôle emploi » qui apparaissait à tous comme un enjeu majeur présentant risques et opportunités et nécessitant une réponse concertée mobilisant tous les acteurs. Voir en annexe de ce livre une présentation détaillée.

¹⁸ Source d'inspiration : *Le comité local pour l'emploi (CLE) du projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD). Fruit de la fabrique du consensus local, le CLE désigne le collectif d'acteurs locaux qui pilote le projet sur le territoire. Il est présidé par l'élu local référent (Maire, Président de la communauté de communes...) et réunit l'ensemble des acteurs volontaires du territoire pour mettre en œuvre le droit d'obtenir un emploi. Parmi ses membres on peut retrouver les collectivités territoriales ou leurs groupements parties prenantes à l'expérimentation désignés par leurs assemblées respectives, la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS, ex-Directe), de Pôle emploi (et plus largement les acteurs du service public de l'emploi), les entreprises conventionnées par le fonds d'expérimentation, les personnes privées durablement d'emploi, les associations du territoire, les acteurs du secteur médico-social, les structures d'insertion par l'activité économique, les entreprises ou associations d'entreprises, chambres consulaires... Tous les acteurs présents ont une voix égale, il n'y a pas de rôle prescripteur. Cet espace de discussion est l'organe fondamental du projet qui permet à chacun de trouver une place dans la mise en œuvre effective du droit à l'emploi pour tous.*
Pour aller plus loin : <https://www.tzclcd.fr/faq/question/comite-local-pour-lemploi-cle/>

Ce livre construit à partir de *Paroles de chômeurs* parle d'une situation d'urgence sociale, économique et humaine : l'épreuve du chômage.

Celle et celui qui prend le temps de lire ces quelques pages ne peut que s'interroger désormais sur son propre regard et sur celui qui est porté habituellement sur les chercheurs d'emploi par la société tout entière.

Pourtant nous le savons, le chômage dure depuis plus de quarante ans et le regard que la société porte sur ces personnes n'a pas changé. Et, nous l'affirmons, rien ne bougera si nos clichés et nos préjugés perdurent. Lorsqu'il s'installe dans la durée, le chômage devient une redoutable épreuve que les chercheurs d'emploi traversent avec courage, force et intelligence. Il n'est aucunement un choix de leur part. Ce sont des personnes humaines et dignes, qui veulent un travail porteur de sens pour eux et pour la société.

Ce livre *Paroles de chômeurs* ne changera pas, comme par magie, le regard que nous portons sur eux. À chacun d'entre nous de commencer ! Nous le pouvons, si nous en avons le désir...

L'enjeu est double. Il s'agit de fissurer le mur que les préjugés construisent et accueillir l'autre, les « autres » comme des frères, comme nous y invite notre devise républicaine. Nos traditions peuvent y contribuer, même si nous n'avons pas les mots et les espaces pour les exprimer.

Les avantages du chômage évoqués par les personnes questionnent ce que le travail est devenu pour certaines d'entre elles. Un cadre trop contraignant, malveillant, qui empêche les personnes de prendre du recul, de s'engager auprès des associations, de s'impliquer dans des causes qui ont du sens.

C'est comme si travail et bien-être étaient parfois incompatibles. La valeur travail et le fait que les personnes ne soient plus dans une logique de production voire d'accumulation à tout prix, nous obligent aujourd'hui à repenser le modèle que nous voulons construire.

Nous sommes confrontés à une nouvelle réalité renforcée par la crise sanitaire : les personnes sont conscientes de la nécessité d'un travail adapté aux besoins des territoires, qui soit utile pour la société et l'environnement, loin de la logique des pôles de concentration de production et de l'accumulation de capital. Dans ce cadre, il n'est pas possible de continuer à proposer des emplois imposant des déplacements longs allant à l'encontre de l'écologie, de la santé et de l'équilibre familial des personnes. Avoir un emploi dans ces conditions ne devrait pas s'apparenter à du luxe. Bien au contraire, cet imaginaire désigne les pas à suivre dans la construction de la société résiliente dont nous avons tous besoin, même l'environnement !

Continuer à construire un discours sur le chômage comme une fatalité voire comme un échec dans la vie d'une personne, c'est insister sur les aspects négatifs qui jouent contre la possibilité des personnes de se réinsérer, d'être perçues autrement, de faire valoir les expériences acquises via leurs engagements associatifs et citoyens. Cette question de l'image est centrale et impacte de nombreux aspects de la vie des chercheurs d'emploi.

Pour surmonter l'épreuve du chômage et construire leur avenir, les chercheurs d'emploi ont aussi besoin d'une économie respectant la dignité du travail, qui s'attache à multiplier les créations de postes et les possibilités de formation.

C'est en ce sens que les Paroles de chômeurs relayées ici devront être pleinement prises en compte, tout autant que les propositions qui en sont issues. Chercheurs d'emploi et professionnels impliqués dans leur accompagnement attendent donc des décisions courageuses et des mesures concrètes dotées de moyens.

C'est un devoir individuel et collectif que de relever ce grand défi national !



A NNEXES

Sommaire :

- I / Données Chiffrées: Enquête du Collectif

- II / Employeurabilité Employabilité - Pacte Civique

- III / Numérique : Pacte Civique

- IV/ Spiritualité : CCSC/Visemploi

https://ccscfrance.files.wordpress.com/2021/05/dimension_spirituelle_dans_l_accompt_des_chomeurs_1.pdf

I / DONNÉES CHIFFRÉES: ENQUÊTE DU COLLECTIF POUR LA PAROLE DE CHÔMEURS :

Bienvenue sur la plateforme Expressions !

Vous vous apprêtez à répondre à la consultation lancée par le collectif Pour la parole de chômeurs afin de recueillir les attentes et les besoins des personnes au chômage pour les porter auprès des candidats aux élections présidentielles de 2022. Merci de votre participation.

<https://fr.surveymonkey.com/r/Q2ZMP6L>

- 1 à 3 Qui êtes-vous? (identification non nominative).
4. Depuis combien de mois êtes-vous au chômage?
5. Êtes-vous en recherche d'emploi?
6. Quelles sont vos activités principales (hors recherche d'emploi ou travail à temps partiel)?
7. Dans quel secteur travaillez-vous actuellement ou avez-vous travaillé lors de votre dernier emploi?
8. Quel est le plus haut niveau d'études que vous ayez atteint?
9. Durant les 12 derniers mois avez-vous travaillé?
10. Et pendant les 12 mois précédant (entre il y a deux ans et an) avez-vous travaillé?
11. Aujourd'hui, quelles sont vos sources de revenus?
12. Pouvez-vous estimer vos revenus mensuels actuels (uniquement les vôtres ou ceux du foyer, seulement quand l'aide concerne l'ensemble du foyer)?
13. Pensez-vous que les difficultés de retour à l'emploi peuvent s'expliquer par:
14. Pour obtenir un emploi, dans quelle mesure êtes-vous prêt-e à changer de métier?
15. Pour obtenir un emploi, dans quelle mesure êtes-vous prêt-e à vous déplacer?
16. Pour obtenir un emploi, et pouvoir en vivre dignement, dans quelle mesure êtes-vous prêt-e à modifier votre rémunération?
17. Quels sont les points sur lesquels vous seriez particulièrement attentif-ve si vous deviez faire des efforts particuliers pour retrouver un emploi?
18. À votre avis, parmi les propositions généralement débattues pour l'emploi quelles sont celles à mettre en œuvre?
19. Quelles sont les initiatives positives que vous observez?
20. Diriez-vous que le chômage a des conséquences importantes au-delà de la perte d'emploi?
21. Pensez-vous que les demandeurs d'emploi doivent se regrouper en association?
22. Pour renforcer vos chances de retrouver un emploi pensez-vous avoir besoin de...?
23. Trouvez-vous l'aide que vous attendez parmi ces différents accompagnateurs?
24. À votre avis, qui devrait être mobilisé en priorité pour vous accompagner?
25. À votre avis, est-il important de ...?
26. Si vous avez été ou si vous êtes accompagné-e par une association, pouvez-vous la citer?
27. Au final, quel message principal, ou quelle proposition essentielle, voulez-vous faire passer?
28. Souhaitez-vous être informé-e des résultats de cette écoute de la parole des chercheurs d'emploi?
29. Acceptez-vous d'être recontacté-e pour approfondir votre témoignage avec un-e bénévole d'une des associations organisatrices de cette consultation?
30. Seriez-vous prêt-e à témoigner lors d'un échange collectif?
31. Pouvez-vous nous communiquer un moyen de vous joindre?
32. Nous vous remercions très sincèrement de votre parole!
33. Si les réponses précédentes sont ressaisies suite à un entretien en face-à-face, qui est l'auteur de l'entretien?
34. À quelle association participe l'auteur de l'entretien?
35. Modalités de l'entretien?

Les données chiffrées de cette enquête peuvent être consultées à l'adresse :
https://ccscfrance.files.wordpress.com/2022/01/resultats_donnees_tous_210709.pdf

II / EMPLOYEURABILITÉ EMPLOYABILITÉ - PACTE CIVIQUE (PJ)

Employabilité – Employeurabilité, même combat !

Beaucoup est demandé aux chercheurs d'emploi régulièrement sommés d'améliorer leur « employabilité » pour trouver un travail.

Nous pensons qu'un effort peut aussi être demandé aux employeurs (qui se plaignent de plus en plus de « ne pas trouver ») pour changer leur regard et leurs pratiques pour trouver des employés. C'est ce que nous nommons d'un terme un peu barbare (et provoquant) : « employeurabilité ».

Dans ce Livre Blanc, les chômeurs disent combien ils souffrent du manque de contacts avec les employeurs : « le manque de retour sur les actions menées, de réponses à ses courriers etc., alimente le découragement et accentue le sentiment d'isolement des personnes voire d'invisibilité ».

Et même quand la rencontre a lieu, ils aspirent à mieux (Verbatim enquête CREPI) :

« Ce que j'aimerais dire aux entreprises, c'est qu'ils s'investissent un peu plus concernant les personnes au chômage. Qu'ils prennent les embauches comme ils peuvent, c'est-à-dire par Pôle emploi, par des petites annonces... mais ils ne s'investissent pas, ne vont pas au-devant des chômeurs. »

« Chefs d'entreprises, écoutez plus les gens, essayez de voir les qualités qui peuvent se cacher derrière les personnes. Je trouve qu'il y a une hypocrisie qui s'installe entre la personne en recherche d'emploi et les employeurs, avec des questions qui sont formatées. Il faut essayer de piéger la personne. Et moi ça me dérange, parce que je pense que l'honnêteté paye toujours. On a l'impression des fois que les employeurs attendent des réponses toutes faites pour correspondre au profil de l'emploi et je trouve que c'est dommage, parce que chacun a des couleurs différentes et c'est plus intéressant comme ça ».

Le Pacte Civique a mené un projet « employeurabilité » pour essayer d'encourager les entreprises à « traverser aussi la rue » et rééquilibrer l'effort demandé aux seuls chômeurs.

Ses livrables en sont une plaquette détaillée, une pièce de théâtre interactive « Un employé nommé désir » et un outil de changement « IKIGAÏ »

Voir le site du Pacte Civique : <https://pactecivique.fr/emploi/>

Jean-Baptiste de Foucauld, co-fondateur du Pacte Civique en tirait les leçons suivantes :

Il faut faire progresser notre « modèle social », en échec face à l'emploi.

Il insiste trop sur l'« employabilité » des chercheurs d'emploi et pas assez sur les capacités des entreprises à bien les recruter, à bien les employer, voire à s'en séparer le moins mal possible. Les personnes ne sont ni des marchandises ni des machines.

L'employeurabilité doit progresser au même rythme que l'employabilité, sous peine de dissymétrie injuste et inefficace. Si besoin, des formules de médiation doivent être mises en place sur le terrain pour progresser simultanément sur ces deux plans, qui requièrent des compétences différentes. Cette montée en puissance du couple employabilité-employeurabilité suppose en outre un effort de compréhension mutuelle, qui fait partie du dialogue social.

En particulier, la crise sanitaire a révélé l'importance des métiers de relation à la personne. Ils sont en crise depuis longtemps. Davantage de recrutements, plus de qualité de vie au travail, le souci de l'utilisateur et le recueil de son expérience, sa capacité d'employeurabilité à lui aussi : tout cela ne se fera pas sans que l'on agisse fortement et à la fois sur l'employabilité des personnes et la capacité à bien employer des employeurs.

Pour faire face à un risque accru d'exclusion par le chômage, il va falloir mieux accueillir les chercheurs d'emploi : répondre aux lettres de candidature, éviter les réponses négatives décourageantes (trop qualifié, sans expérience), ne plus omettre de rappeler dans le délai fixé. Toutes ces petites maltraitances managériales dépriment les chercheurs d'emploi qui réduisent leurs recherches. Ainsi, un défaut d'employabilité engendre une baisse d'employabilité. Les deux sont liés.

Dans une vision systémique, un effort demandé à un acteur doit avoir sa réciprocité. À un moment où la loi Pacte a élargi l'objet social de l'entreprise, voilà une leçon à ne pas oublier.

III / NUMÉRIQUE : PACTE CIVIQUE

Chercheurs d'emploi et numérique, notre travail avec Pôle emploi

Après un premier travail en 2016 avec Pôle emploi et différents partenaires (mouvements de chômeurs et une dizaine d'associations concernées) sur le thème : « Pôle emploi et l'action citoyenne face au chômage : comment faire plus et mieux », il a été décidé de poursuivre en mode « projet » sur le thème du « virage numérique de Pôle emploi » qui apparaissait à tous comme un enjeu majeur présentant risques et opportunités et nécessitant une réponse concertée mobilisant tous les acteurs. Nous avons commencé, nous aussi par interroger les chercheurs d'emploi sur le sujet.

En voici un court verbatim :

« Oui, la télécandidature et postuler en ligne découragent de nombreux demandeurs d'emploi à déposer leur candidature, c'est un filtre d'exclusion. En campagne, les bornes de Pôle emploi sont loin et parfois inaccessibles à des demandeurs d'emploi non véhiculés. Il y a un manque de proximité. »

« Compliqué car Pôle emploi est devenu très numérisé, alors que les 50 ans et plus maîtrisent rarement l'outil informatique. »

« Le site est dense et technique. Les personnes ont peur de commettre des erreurs irréparables en utilisant un outil qu'ils ne maîtrisent pas. Le vocabulaire utilisé est trop technique et ne parle pas aux personnes »

« Le site est presque trop riche en informations, je pense que les personnes ne s'y retrouvent pas de plus il évolue très souvent donc ils perdent leurs repères. »

Le projet « Virage numérique »

Le titre retenu pour le projet a été « Virage numérique de Pôle emploi : risques d'exclusion et opportunités d'inclusion ». Il a été mené à partir de 2017, animé par le Pacte Civique avec de nombreux partenaires.

Ce projet a fait l'objet d'un colloque de restitution, partage des constats, échanges avec Pôle emploi et le Secrétariat d'État au numérique sur des propositions pour aller plus loin (pour une amélioration des politiques nationales d'inclusion numérique).

Une plaquette a été produite pour rendre compte de cette année de travail collaboratif et de reliance mené par le Pacte Civique. Elle est disponible auprès du Pacte Civique.

Certaines interpellations sur le sujet nous semblent toujours d'actualité :

Le numérique était au départ un « service ». Il semble bien maintenant devenir « obligatoire ». Cela interpelle ! Surtout dans une société qui souvent n'aime pas les devoirs.

On pourrait aussi s'interroger sur la « dématérialisation ». On dématérialise quoi ? L'humain ?

On a parfois aussi l'impression qu'il s'agit surtout de faire travailler l'usager... À lui de remplir le dossier ! On met l'usager au boulot pour mieux aider l'usager... Il y a là un petit paradoxe !

Le chantier est pour nous de construire un numérique citoyen et un numérique fraternel. Il faut un numérique fraternel, car le risque de fracture reste fort malgré les efforts. En particulier il faut aller vers les allocataires du RSA qui sont les grands oubliés de cette dynamique liée au numérique.

Et il faut garder le droit à l'humain, le droit à un visage, à une voix... et pas celle du robot.

Le numérique ne doit pas transformer les services en forteresse se protégeant des usagers.

Il faut sur tout cela une vraie coopération entre les services publics et la société civile pour animer les relations et créer du lien.

Le numérique peut contribuer à créer du « collectif ». Mais il faut une vraie volonté de le développer dans ce sens et des moyens (y compris financiers) pour le mettre en œuvre.

Des pistes de travail à poursuivre

Maintenir, renforcer et mieux animer un accueil et une médiation de proximité en agence avec les volontaires du service civique et des bénévoles associatifs.

Prévoir et maintenir un accueil « 100 % humain » pour les publics ne pouvant accéder au numérique et de « l'humain dès que nécessaire » pour chacun.

Lancer la bataille contre l'exclusion de second degré (impossibilité d'accès aux aides numériques, une fois l'étape de l'accès aux démarches administratives franchie).

Aider les aidants. Beaucoup est fait par des aidants (proches, bénévoles accompagnants, travailleurs sociaux...). Pôle emploi doit les aider à aider mieux et plus facilement.

Passer de la « satisfaction usager » (trop souvent abordée sous un angle « client ») à une véritable culture de la co-construction basée sur l'écoute des « irritants » et des difficultés des publics les moins à l'aise avec le numérique.

Intégrer l'action de Pôle emploi dans des politiques d'inclusion « multi-services publics », dès que possible dans les politiques nationales d'inclusion numérique.

IV / SPIRITUALITÉ : CCSC / VISEMPL0I

https://ccscfrance.files.wordpress.com/2021/05/dimension_spirituelle_dans_l_accomp_t_des_chomeurs_1.pdf

La dimension spirituelle dans l'accompagnement des personnes au chômage suite à la crise du coronavirus

Nous savions qu'une grave crise de l'emploi allait être engendrée par la crise sanitaire, avec la première, la deuxième et la troisième vague et leurs conséquences sur l'économie. En cet automne, nous y sommes. De nombreuses personnes vont se trouver au chômage, en particulier des personnes qui avaient un emploi précaire, mais aussi des salariés dont les perspectives d'emploi étaient positives jusqu'au début de l'année 2020.

Beaucoup d'organisations sont sensibles à toutes les dimensions de ce que représente le chômage pour les personnes et les familles. Nous voulons mettre en avant une dimension qui n'est pas assez prise en compte dans notre société, c'est la dimension spirituelle.

Pour tous, croyants ou non, membres d'une religion ou pas, cette dimension spirituelle est fondamentale : C'est ce qui nous fait nous lever le matin pour affronter les épreuves quotidiennes, c'est cette source au fond de nous qui produit le courage de vivre. Elle s'exprime dans les liens noués avec les autres, mais aussi dans le retour sur soi, la méditation ou la prière.

Les liens familiaux, amicaux, sociaux sont des ressources essentielles pour les personnes, encore plus nécessaires quand elles rencontrent le chômage.

L'intériorité est aussi une ressource essentielle, mais elle peut être remise en cause par le drame personnel que représente le fait de tomber dans le chômage.

C'est pourquoi il nous semble important que tous se mobilisent pour proposer aux personnes qui vont se trouver privées d'emploi la possibilité de vivre une vraie fraternité. Les propositions qui suivent visent à mobiliser des groupes de convictions diverses : Des associations et des groupes non confessionnels, animés de valeurs humanistes, des groupes chrétiens (catholiques, protestants, évangéliques,

orthodoxes), des groupes d'autres religions : musulmans, juifs, bouddhistes, hindouistes.

Il s'agirait de proposer une spiritualité de la traversée d'une épreuve en vue d'une nouvelle étape. Une spiritualité qui creuse dans les ressources des religions ou des grandes traditions philosophiques, pour retrouver l'estime de soi, pour assumer la chute dans l'échelle sociale, pour repartir de l'avant, pour ressentir une vraie fraternité à l'intérieur du corps social. Durant le confinement, on a souligné le désir de solidarité qui se faisait jour. Il s'agit de ne pas éteindre ce désir dans cette nouvelle épreuve.

Voici trois initiatives possibles, qui peuvent être reliées entre elles :

1. **Créer des groupes de parole.** Les personnes au chômage pourraient se retrouver, entre elles et avec des personnes en situation d'emploi et des retraités. Elles pourraient vider leur sac, exprimer leurs craintes et leur abattement, mais aussi leur résilience et les solutions qu'elles trouvent. Ces groupes pourraient être accompagnés par des membres des mouvements ou associations qui ont l'habitude d'un accompagnement de groupe.

2. **Créer des groupes d'entraide.** Pour une réelle prise en charge commune que ne peuvent assurer seules les administrations et les associations existantes. Ces groupes pourraient soutenir des personnes privées d'emploi dans leur recherche d'un travail, dans leur désir d'une réorientation professionnelle, dans l'aide à leur famille et leurs enfants. Ces groupes pourraient aussi se retrouver pour des randonnées, du jogging, des loisirs, des activités de solidarité, etc. qui permettent de garder un rythme et une vie sociale.

3. **Proposer un parrainage ou un accompagnement individuel,** avec un ou plutôt deux accompagnateurs, le temps qu'il faudra, tel que cela existe depuis des années par nos associations. La crise actuelle demande qu'on les multiplie.

Cette épreuve sanitaire qui nous touche tous comme une épée de Damoclès, et cette épreuve du chômage qui touche et va toucher tous les milieux professionnels peuvent nous aider à dépasser le chacun pour soi et nous ouvrir à une nouvelle solidarité. Tel est le but de nos propositions.

Ces propositions pourraient se décliner de façon particulière suivant l'appartenance de convictions et de religions.

Pour des personnes qui se réfèrent à des valeurs humanistes

Dans notre pays, un nombre important de personnes sont engagées pour l'aide aux chômeurs, sans y inclure de dimension spirituelle explicite. Par ce texte, nous voudrions les inviter à intégrer cette dimension spirituelle (dans un sens large tel que nous l'avons défini) et de proposer un partage des convictions diverses. Nous pensons que cette démarche est essentielle pour les personnes qui vont se trouver privées d'emploi.

Pour les chrétiens

Nos propositions vont en direction d'abord des paroisses. En effet leur dimension territoriale fait que c'est souvent près de chez soi ou près de son lieu de travail qu'on cherche un lieu pour prier ou pour se confier. Les paroisses sont des lieux où des personnes de toutes conditions peuvent venir, même si elles ne font pas partie d'un réseau. Bien sûr, les paroisses sont souvent vieillissantes et les pauvres ont du mal à s'y sentir accueillis, mais elles restent une plateforme d'accueil possible de beaucoup de gens.

Dans les groupes de parole, un temps de prière avec un partage d'évangile permettrait de faire apparaître la capacité de l'Évangile à redonner force et espérance, comme le faisait Jésus sur les routes de Palestine.

Cela permettrait de vivre l'épreuve comme disciple de Jésus, pour sentir « la fraternité qui existe dans le Christ » (Phi 2, 5) en faisant l'expérience de la vie dans le Corps du Christ. L'épreuve de cette crise peut faire découvrir le Corps du Christ de façon plus concrète, comme un corps vivant (bien au-delà des limites des communautés d'Église) où nous sommes « tous frères », selon le titre de l'encyclique du pape François. « Si un membre du Corps souffre, tous les membres partagent sa souffrance » (1Co 12,26).

Cette réalité du chômage, qui va toucher aussi des paroissiens et des membres de leurs familles (enfants et petits-enfants), demanderait à être intégrée dans la liturgie. Cela peut se faire dans la monition d'accueil des célébrations, dans les prédications, dans les intentions de prière. Des éléments de témoignages des groupes de parole pourraient être exprimés dans le culte, dans une feuille paroissiale, etc. Les groupes de parole pourraient préparer de temps en temps des moments de prière. On pourrait mobiliser les groupes de prière de la paroisse à ces intentions. Pourquoi pas des chaînes de prière pour les personnes au chômage ?

Pour les communautés des autres religions

Chaque religion a sa façon de vivre le culte. Il s'agirait de permettre avant et après la prière de proposer des rencontres pour constituer les groupes dont nous parlons. Dans leur prêche, l'imam ou le rabbin peuvent parler de la situation des chômeurs et montrer ainsi que cela concerne toute la communauté. Dans les communautés bouddhistes et hindouistes, des groupes d'entraide existent déjà bien souvent, ainsi que chez les musulmans et les juifs. C'est la force du bouddhisme, par exemple, d'aider à mieux vivre, en prenant soin de soi sans se désintéresser de l'autre.

Achévé d'imprimer en janvier 2022
Pour le compte du Collectif pour la parole de chômeurs
Conception et réalisation : © Bayard Service

Textes : Collectif pour la parole de chômeurs
Illustrations : Ali Jamshidifar

Impression : Imprimerie du Pont de Claix 38640 Claix
ISBN : 978-2-37414-143-5



ALERTE



aTtout
DIFFÉRENCE

